

RELATIONS INTERNATIONALES

Quand des chasseurs-bombardiers russes simulent l'attaque des radars norvégiens

14 février 2019

Des chasseurs-bombardiers SU-24 ont attaqué à deux reprises, durant les deux dernières années, un site de détection norvégien. Dans les deux cas, il s'agissait d'attaques simulées mais ces deux incidents, récemment révélés par le général Morten Haga Lunde, le chef d'état-major norvégien, inquiètent la Norvège.

Le petit port norvégien de Vardo serait le premier rayé de la carte de la Norvège si, d'aventure, Moscou lançait une attaque contre son voisin scandinave.

En effet, Vardo accueille depuis 1998 des installations radar militaires, appelées *Globus II* et *Globus III* (ce radar plus puissant est en construction).

Officiellement, ils traquent des objets célestes mais ils serviraient, au profit des États-Unis, de base de détection de missiles russes.

Ajoutons que ces radars dépendent des services de renseignement de la Norvège.

Lundi, le patron des armées norvégiennes, le général Morten Haga Lunde, a révélé que des chasseurs-bombardiers russes ont simulé des attaques de ce site.

La vague d'assaut russe a rompu sa formation d'attaque juste avant d'entrer dans les eaux territoriales norvégiennes. On imagine l'émoi du côté des contrôleurs aériens norvégiens...

Un peu plus tôt lundi, le général Lunde avait prévenu qu'il n'anticipait aucune amélioration des relations russo-occidentales et que l'attitude de la Russie envers la Norvège devenait plus « incisive ».

Mais d'autres pays, comme les pays Baltes, la Pologne, l'Ukraine et même des pays de l'Europe de l'Ouest assistent à de tels vols, parfois agressifs, opérés par des appareils russes. Des violations d'espaces aériens sont même assez fréquentes, comme le rappelle Kristian Atland, un chercheur du Norwegian Defense Research Establishment.

La Norvège s'inquiète de la remontée en puissance russe et de sa posture agressive. Les Norvégiens ont donc décidé de mieux s'armer : ils ont acheté des chasseurs *F-35* aux USA et décidé de rénover leur aviation de patrouille maritime en achetant cinq *P-8A Poséidon*, qui seront livrés en 2021 et 2022.

Ils ont aussi demandé à Washington de doubler en 2019 le nombre de « marines » présents en Norvège depuis janvier 2017 (330 hommes à ce moment-là) et de rapprocher leur base de la frontière russe. Ces soldats pourraient être stationnés à Setermoen, à 420 kilomètres de la Russie ; ils sont actuellement à 1 500 km.

L'an dernier, par ailleurs, la Norvège a accueilli l'exercice otanien Trident Juncture, qui a rassemblé, en octobre et en novembre, 40 000 soldats et marins, 150 avions et 70 bâtiments venant de 31 nations.

Pour le ministre norvégien de la Défense, Frank Bakke-Jensen, une guerre en Europe n'est plus inconcevable. C'est ce qu'il a déclaré le 7 janvier, précisant que les Russes constituaient son « inquiétude numéro 1 ».

Source : Ouest-France, Philippe Chapleau

Le chef du Pentagone veut rassurer les pays de l'Otan

14 février 2019

Le secrétaire américain à la Défense par intérim Patrick Shanahan a réaffirmé jeudi l'engagement sans réserve des Etats-Unis au sein de l'Otan, cherchant à rassurer les alliés de Washington troublés par certaines déclarations du président Donald Trump.

"Les Etats-Unis sont engagés dans l'Otan, nos obligations au titre de l'Article 5 (du traité sur un soutien mutuel en cas d'agression) restent totalement inchangées". Dans sa lettre de démission, en décembre dernier, Jim Mattis, le prédécesseur de Shanahan, reprochait implicitement à Donald Trump de manquer de considération envers les pays alliés des Etats-Unis.

Donald Trump a accusé l'an dernier ses alliés de l'Otan de vivre aux crochets des Etats-Unis pour leur défense.

En 2017 seuls les Etats-Unis (3,6%), le Royaume-Uni, l'Estonie, la Grèce et la Pologne ont atteint les 2% du PIB en matière d'effort de défense.

Le gouvernement allemand a assuré qu'il entendait continuer à augmenter ses dépenses militaires pour atteindre 1,5% du Produit intérieur brut (PIB) d'ici 2024, malgré des difficultés budgétaires qui pourraient toutefois remettre en cause cette promesse. A ce sujet, Patrick Shanahan a de toute façon jugé qu'un et demi pour cent du PIB n'était pas suffisant.

"Il faut que ce soit plus, la menace le justifie", a-t-il insisté.

"Jusqu'ici, je n'étais pas conscient de l'ampleur des nouvelles menaces (...) Avec ce que je sais maintenant, il faut dépenser plus."

Source : Reuters

Les discussions USA-Chine vont continuer à Washington

15 février 2019

Les négociations entre la Chine et les Etats-Unis sur le commerce international ont permis d'accomplir d'importants progrès et se poursuivront la semaine prochaine à Washington, a déclaré vendredi le président chinois Xi Jinping.

A l'issue d'une rencontre avec le secrétaire au Trésor américain Steven Mnuchin et le représentant au Commerce Robert Lighthizer, au terme d'une semaine de discussions, il a ajouté espérer voir les deux parties parvenir à un accord mutuellement profitable, selon des propos rapportés par la presse officielle chinoise.

L'administration américaine menace de porter de 10% à 25% les droits de douane sur quelque 200 milliards de dollars de produits chinois importés aux Etats-Unis si aucun accord n'est conclu d'ici au 1^{er} mars sur plusieurs de ses exigences.

Washington exige entre autres un encadrement des transferts de technologie vers la Chine et un meilleur respect de la propriété intellectuelle des entreprises américaines.

Après avoir rencontré jeudi le vice-Premier ministre chinois Liu He, principal conseiller économique de Xi Jinping, Steven Mnuchin a évoqué sur Twitter des discussions "productives".

"Les consultations entre les équipes des deux parties ont accompli d'importants progrès, étape par étape", a dit Xi Jinping, selon la télévision d'Etat. "La semaine prochaine, les deux parties se rencontreront de nouveau à Washington. J'espère que vous poursuivrez les efforts pour avancer vers un accord mutuellement bénéfique et gagnant-gagnant".

Aucune des deux délégations n'a précisé comment elles pourraient résoudre les désaccords commerciaux entre les deux premières économies du monde.

Donald Trump a déclaré mardi qu'il pourrait prolonger le délai accordé à la négociation si un "véritable accord" était proche.

Selon plusieurs sources informées de la teneur des discussions, les éléments disponibles à ce stade sont trop minces pour suggérer qu'une rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping aura lieu dans les semaines à venir pour sceller un accord.

"Ça bloque sur des sujets importants", a dit à Reuters l'une des sources.

Source : Reuters

Mohammed ben Salman arrive au Pakistan avec un gros chèque

15 février 2019

Le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salman entame ce week-end une tournée en Asie. Première étape : le Pakistan, où il arrive les poches pleines.

Mohammed ben Salman arrive au Pakistan avec un chèque de 10 milliards de dollars.

Pour sortir son allié du gouffre financier dans lequel il est plongé, l'Arabie saoudite va financer la construction d'une raffinerie de pétrole dans le port de Gwadar, près de Karachi.

Etranglés par les dettes et manquant de rentrées d'argent, les Pakistanais sont à deux doigts de la crise économique.

Ils ont un besoin vital des liquidités saoudiennes pour faire face à l'urgence budgétaire, avant d'en appeler au Fonds monétaire internationale (FMI) pour une nouvelle tranche d'aide financière.

Ce n'est pas la première fois que l'Arabie saoudite ferait un tel geste. Riyad a déjà effacé une partie de l'ardoise pakistanaise.

Mohammed ben Salman se sert de son portefeuille comme levier diplomatique.

En échange de ses largesses, le Pakistan va devoir s'aligner sans broncher sur la politique étrangère saoudienne.

Comme ce fut le cas pendant la tempête provoquée par l'affaire Khashoggi, où le soutien très marqué du Premier ministre pakistanais au régime saoudien n'était pas passé inaperçu.

Source : RFI

Daech reste une menace pour la sécurité internationale (ONU)

11 février 2019

Le groupe Etat islamique en Iraq et au Levant (EIIL), appelé aussi Daech, constitue toujours une menace importante pour la paix et la sécurité internationale, ont rappelé lundi devant le Conseil de sécurité deux hauts responsables onusiens du contre-terrorisme.

« Malgré une baisse du nombre d'attaques en 2018, l'Etat islamique demeure une menace en tant qu'organisation globale avec une direction centralisée », a déclaré le chef du Bureau du contre-terrorisme de l'ONU, Vladimir Voronkov.

Cette menace est accrue par le retour, la relocalisation ou la libération de combattants terroristes étrangers, a-t-il précisé, rappelant que l'Iraq et la Syrie demeurent le centre de gravité des actions de l'Etat islamique. Entre 14.000 et 18.000 militants forment les rangs de ce groupe extrémiste, dont près de 3.000 combattants terroristes étrangers.

Bien que Daech ait perdu le contrôle de territoires, le groupe terroriste s'est adapté pour agir en « un réseau plus secret et plus ciblé localement en Iraq, en Syrie et ailleurs », a déclaré la cheffe de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED), Michèle Coninsx, soulignant que le groupe reste le plus susceptible de mener une attaque complexe et à grande échelle.

Mme Coninsx a rappelé que les séquelles de l'Etat islamique se font toujours sentir en Iraq et en Syrie où des millions de personnes restent déplacées et où de nombreux bâtiments, infrastructures, et communautés sont anéantis.

La menace posée par l'Etat islamique ne se limite pas au Moyen-Orient. Le groupe terroriste agit également dans d'autres régions du monde, en Asie mais aussi en Afrique, « en particulier en Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est », a précisé M. Voronkov, comme l'ont montré les récentes attaques perpétrées au Mali et au Kenya.

S'agissant du continent africain, le rapport du Secrétaire général souligne notamment la menace posée par l'EIIL en Libye, où des postes de police situés dans différentes régions du pays et des installations pétrolières ont été pris pour cibles.

En Afrique comme ailleurs, l'Etat islamique et ses groupes affiliés ont démontré leur intention et capacité à exploiter les nouvelles technologies pour contourner les obstacles qu'ils rencontrent.

En Afrique de l'Ouest, la CTED a ainsi noté une hausse du recours aux services de paiement mobile par les groupes terroristes. Mme Coninsx a signalé le risque potentiel de ces services dans le financement des activités terroristes.

Source : ONU

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Syrie : les mines et les tunnels de l'EI ralentissent l'offensive arabo-kurde

15 février 2019

L'alliance arabo-kurde en Syrie a mené vendredi des opérations de déminage et tenté de repérer les tunnels qui ralentissent sa progression dans le dernier réduit du groupe Etat islamique (EI), défendu par des centaines de jihadistes jusqu'au-boutistes.

Le président américain Donald Trump a promis "dans les 24 heures" des annonces sur la fin du "califat" auto-proclamé, alors que les jihadistes ne tiennent plus qu'une parcelle d'un kilomètre carré dans la province de Deir Ezzor, dans l'est du pays, tout près de la frontière irakienne.

L'organisation ultra-radical avait conquis en 2014 de vastes pans de territoires et des grandes villes en Syrie et en Irak, sur une superficie comparable à un pays comme le Royaume-Uni. Mais, du "califat", il ne reste aujourd'hui que quelques centaines de jihadistes retranchés dans des tunnels dans un quartier du village de Baghouz, d'où ils lancent des attaques kamikazes.

"Le nombre élevé de mines enfouies et les tunnels creusés empêchent les Forces démocratiques syriennes (FDS, l'alliance arabo-kurde) de prendre le contrôle total" du réduit jihadiste, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui rapporte des opérations de déminage.

Un porte-parole des FDS, Adnane Afrine, a précisé à l'AFP que les affrontements se poursuivaient.

"Les combattants de l'EI refusent de se rendre", a-t-il ajouté.

Dans les territoires reconquis par les FDS --appuyées par la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis--, les jihadistes ont activé leurs "cellules" dormantes et des "tentatives d'assassinat" ont été rapportées, a-t-il encore assuré.

Une victoire contre l'EI ouvrirait la voie au désengagement --annoncé en décembre par M. Trump-- des quelque 2.000 militaires américains déployés en Syrie pour aider les FDS. Depuis décembre, près de 40.000 personnes, principalement des familles de jihadistes, ont fui le dernier bastion de l'EI, selon l'OSDH.

Parmi elles, figurent environ 3.800 combattants de l'EI, d'après la même source.

Lorsqu'ils arrivent aux barrages des FDS, hommes et femmes sont soumis à des fouilles et des interrogatoires poussés, qui ont pour objectif d'identifier de potentiels jihadistes parmi la foule.

Ces derniers jours, les équipes de l'AFP ont pu constater le nombre élevé d'étrangers parmi les déplacés : des Français, mais aussi des Allemands, des Russes, des Ukrainiens et, surtout, beaucoup d'Irakiens.

La question des étrangers est un véritable casse-tête pour les autorités kurdes, qui réclament leur rapatriement vers leurs pays d'origine. Mais les nations occidentales sont réticentes à accueillir d'éventuels jihadistes.

Les hommes accusés d'appartenir à l'EI sont envoyés vers des centres de détention, où ils sont interrogés.

Les civils, dont de très nombreuses épouses et enfants de jihadistes, sont eux transférés vers des camps de déplacés dans le nord de la Syrie.

Leurs conditions de vie sont très précaires. Avant de pouvoir rejoindre les camps, ils doivent parfois dormir plusieurs nuits dehors dans des plaines arides. Face à la fuite de ces milliers de personnes, les autorités kurdes se retrouvent dépassées. La guerre en Syrie a fait plus de 360.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés depuis 2011.

Source : AFP

Syrie : Poutine veut écraser les "groupes terroristes" à Idlib

14 février 2019

La présence de "groupes terroristes" dans la province syrienne d'Idlib n'est pas tolérable, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine à ses homologues turc et iranien, Recep Tayyip Erdogan et Hassan Rohani, à l'ouverture d'un sommet organisé à Sotchi, en Russie.

Le président iranien s'est aussi prononcé pour une intervention contre les djihadistes de l'ex-Front al Nosra, qui dominent les forces rebelles dans la région. Accepter leur présence parce qu'ils ont changé de nom serait une erreur, a-t-il dit.

Moscou et Ankara ont conclu en septembre dernier un accord de démilitarisation qui a permis d'éviter une offensive de l'armée syrienne dans la province, la dernière aux mains des insurgés. Cet accord prévoyait le départ des mouvements islamistes et la création d'une zone tampon sur la ligne de front.

Mais les djihadistes d'Hayat Tahrir al Cham, coalition dominée par l'ex-Front al Nosra, se sont imposés aux dépens de rebelles soutenus par la Turquie.

Les ministres russe et turc de la Défense sont convenus lundi de prendre des mesures "décisives" pour stabiliser la situation dans la région.

Russie, Turquie et Iran ont des forces en Syrie, qui ont en partie coordonné leurs efforts malgré des divergences, notamment sur le rôle des combattants kurdes : Ankara considère les miliciens kurdes comme des terroristes et veut établir une zone tampon dans le nord-est, près de la frontière turque, ce que la Russie voit comme une violation de l'intégrité territoriale de la Syrie.

Source : Reuters

Syrie : manifestation dans les territoires kurdes en solidarité avec Öcalan

15 février 2019

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Qamichli, ville dominée par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, pour marquer le 20^e anniversaire de l'arrestation du leader kurde Abdullah Öcalan, détenu en Turquie voisine.

Considéré comme un ennemi public par la Turquie, M. Öcalan reste une figure de proue non seulement pour la rébellion kurde dans ce pays, mais aussi pour les mouvements kurdes ailleurs

dans la région, notamment en Syrie, malgré un isolement quasi total dans l'île-prison d'Imrali, non loin d'Istanbul.

Au terme d'une longue cavale, M. Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait été localisé au Kenya et capturé par les services secrets turcs le 15 février 1999, avant d'être ramené en Turquie et emprisonné.

Il avait été rapidement jugé et condamné à mort la même année, mais sa peine a été commuée en détention à perpétuité lors de la suppression de la peine de mort en 2002.

"Cette manifestation aujourd'hui au Rojava (territoires semi autonomes kurdes en Syrie) a pour message une nouvelle fois de dire que notre leader a des idées humanistes, et que nous le soutenons", indique Chahouz Hassan, co-président du Parti de l'Union démocratique (PYD).

La Turquie voit d'un mauvais œil l'autonomie de facto acquise par les Kurdes de Syrie juste à sa frontière, craignant qu'elle ne galvanise les velléités indépendantistes de la communauté sur son propre territoire.

Ankara menace régulièrement de lancer une offensive en Syrie contre la milice kurde des Unités de protection du Peuple (YPG), classée organisation "terroriste" par Ankara, mais qui est une alliée des Etats-Unis dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique.

Source : AFP

Syrie : Ankara ne veut que l'armée turque dans la "zone de sécurité"

15 février 2019

Seules des forces turques pourront être déployées dans la "zone de sécurité" qu'Ankara veut instaurer dans le nord-est de la Syrie, a affirmé vendredi le ministre turc de la Défense Hulusi Akar, dont les propos sont rapportés par l'agence de presse Anatolie.

La Turquie veut mettre en place cette "zone de sécurité" avec l'appui logistique de ses alliés après le retrait militaire américain. Les miliciens kurdes des YPG devront aussi quitter la zone, insiste Ankara. Ce projet a tendu les relations entre la Turquie et la Russie, qui souligne qu'une telle "zone de sécurité" ne peut être créée sans l'aval du gouvernement syrien.

Source : Reuters

Vaste rafle anti-güleniste en Turquie, un millier d'arrestations

12 février 2019

Les autorités turques ont ordonné l'arrestation de 1.112 personnes soupçonnées de liens avec le réseau du prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir orchestré la tentative de coup d'Etat de juillet 2016, rapporte mardi la chaîne CNN Turk.

L'opération est l'une des plus vastes jamais entreprises contre les gülenistes depuis le putsch manqué, qui a coûté la vie à quelque 250 personnes. Gülen, un ancien allié du président turc

Recep Tayyip Erdogan, vit aux Etats-Unis depuis vingt ans. Il dément toute implication dans la tentative de coup d'Etat.

Selon CNN Turk, l'opération concerne avant tout Ankara mais s'étend sur 76 des 81 provinces du pays.

Depuis juillet 2016, plus de 77.000 personnes sont emprisonnées dans l'attente d'un procès et des arrestations massives sont régulièrement effectuées par la police.

Les autorités ont également suspendu ou limogé 150.000 fonctionnaires et militaires.

Les opposants d'Erdogan accusent le chef de l'Etat d'utiliser le putsch manqué comme prétexte pour réprimer toute voix dissidente. Le gouvernement dit protéger la sécurité nationale.

Source : Reuters

Turquie : la police empêche une manifestation pro-kurde à Istanbul

11 février 2019

Les autorités turques ont empêché lundi des députés de l'opposition pro-kurde de défiler à Istanbul en solidarité avec une élue en grève de la faim pour dénoncer les conditions de détention du chef d'une guérilla kurde.

Plusieurs dizaines de policiers équipés de boucliers antiémeute ont entouré une quarantaine d'élus et militants du Parti démocratique des peuples (HDP, pro-kurde) pour les empêcher de descendre l'avenue Istiklal, au cœur d'Istanbul, selon des journalistes de l'AFP.

Après avoir tenté sans succès de forcer le mur de boucliers, les manifestants portant un dossard avec la photo de la députée du HDP Leyla Güven, en grève de la faim partielle depuis près de 100 jours, ont fait une courte déclaration sur l'emblématique place Taksim.

Après un bref sit-in, les manifestants se sont dispersés.

Mme Güven a entamé sa grève de la faim partielle le 8 novembre pour dénoncer les conditions de détention d'Abdullah Ocalan, le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation qualifiée de "terroriste" par Ankara, l'Union européenne et les Etats-Unis.

M. Ocalan purge une peine de prison à vie sur une île proche d'Istanbul depuis son arrestation il y a 20 ans. Mme Güven, qui avait été arrêtée et écrouée l'an dernier pour avoir dénoncé une offensive militaire d'Ankara en Syrie, a été remise en liberté le mois dernier alors que ses soutiens s'inquiétaient de son état de santé.

Selon le HDP, plus de 300 prisonniers sont eux aussi en grève de la faim par solidarité avec Mme Güven.

Le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu avait prévenu dimanche que la manifestation du HDP serait interdite.

Source : AFP

Immeuble effondré à Istanbul : 21 morts, Erdogan appelle à "tirer les leçons"

9 février 2019

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a appelé samedi à "tirer les leçons" de l'effondrement d'un immeuble d'habitation de huit étages mercredi à Istanbul, qui a fait au moins 21 morts, selon le dernier bilan.

"Ceci est arrivé parce que ces immeubles ont été construits de façon illégale simplement pour gagner de l'argent", a déploré le chef de l'Etat, précisant que tous les immeubles de la zone étaient en train d'être examinés.

Le ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme, Murat Kurum, a déclaré en début de soirée que dix immeubles avaient été évacués dans les environs du sinistre.

Ce drame illustre l'état de fragilité dans lequel se trouvent certains immeubles d'habitation à Istanbul, avec plusieurs effondrements survenus ces dernières années.

Les médias turcs ont souligné que les trois derniers étages de l'immeuble avaient été construits sans autorisation, une pratique relativement courante à Istanbul, mégalopole tentaculaire de plus de 15 millions d'habitants.

L'effondrement de l'immeuble a ravivé les critiques à l'égard d'une amnistie accordée l'an dernier par le gouvernement aux personnes concernées par ces constructions illégales en hauteur, une mesure jugée électoraliste avant un scrutin municipal en mars prochain.

Les ingénieurs et les architectes tirent régulièrement la sonnette d'alarme face aux ajouts illégaux d'étages aux bâtiments qui en fragilisent la structure, mettant en garde contre une catastrophe en cas de séisme.

Source : AFP

L'Iran promet de se venger après l'attentat contre son armée d'élite

14 février 2019

Le président iranien Hassan Rohani a promis jeudi de se venger du "groupe mercenaire" qui a tué la veille 27 membres des Gardiens de la Révolution dans un attentat et accusé Israël et les Etats-Unis de soutenir le "terrorisme". C'est l'une des attaques les plus meurtrières contre l'armée d'élite du régime, survenue dans la région du Sistan-Balouchistan (sud-est).

"La racine principale du terrorisme dans la région sont les Etats-Unis, les sionistes (Israël ndlr) et certains pays pétroliers (de la région) qui (les) financent", a-t-il accusé dans une déclaration faite avant son départ à Sotchi (Russie) pour un sommet sur la Syrie avec le présidents russe et turc.

Le groupe jihadiste Jaich al-Adl, considéré comme une organisation "terroriste" par Téhéran, a revendiqué cette attaque à la voiture piégée contre un bus des Gardiens de la Révolution sur la route entre les localités de Khash et Zahedan, selon l'agence iranienne Fars et le Centre américain spécialisé dans la surveillance de la mouvance jihadiste (SITE).

Frontalier du Pakistan et de l'Afghanistan, la province du Sistan-Balouchistan est régulièrement le théâtre d'accrochages meurtriers entre forces de l'ordre et séparatistes baloutches ou groupes jihadistes.

Cette province compte une large communauté de musulmans sunnites d'ethnie baloutche dans un pays à grande majorité chiite.

Téhéran accuse les Etats-Unis, ainsi qu'Israël et l'Arabie saoudite de soutenir les groupes séparatistes.

M. Rohani a pressé les pays voisins de l'Iran d'assumer "leurs responsabilités" et de ne pas permettre aux "terroristes" d'utiliser leur territoire pour préparer des attaques contre l'Iran.

"Si ces pays ne sont pas en mesure d'arrêter les terroristes nous nous réservons le droit d'agir". Il accuse indirectement le Pakistan, lequel est lié à l'Arabie Saoudite (pays ennemi à l'Iran)

Source : AFP

L'Iran devrait pouvoir récupérer ses actifs gelés aux États-Unis

13 février 2019

La Cour internationale de Justice (CIJ) a jugé mercredi recevable la demande de l'Iran en vue de récupérer des milliards de dollars d'avoirs gelés aux Etats-Unis, qui souhaitent que ces fonds aillent aux victimes d'attaques attribuées à Téhéran.

Les juges ont rejeté la requête américaine pour obtenir un rejet de la demande iranienne. Washington arguait que l'Iran avait les "mains sales" au vu de ses liens présumés avec le terrorisme et que la CIJ n'était pas compétente dans cette affaire.

La cour organisera d'autres audiences pour décider si l'Iran peut effectivement récupérer les 2 milliards de dollars gelés par la Cour suprême des États-Unis en 2016.

La République islamique avait engagé cette procédure contre les Etats-Unis devant la CIJ en juin 2016 afin d'obtenir le déblocage des fonds gelés.

En avril 2016, la Cour suprême américaine avait autorisé la saisie de près de deux milliards de dollars provenant de fonds iraniens gelés à New York et correspondant à des obligations dans lesquelles avait investi la banque centrale d'Iran.

Des tribunaux aux Etats-Unis avaient décidé que ces sommes devaient être bloquées pour indemniser des Américains victimes d'attaques terroristes, une démarche jugée illégale par l'Iran.

Ces fonds étaient réclamés par un millier de victimes et familles de victimes d'attentats fomentés ou soutenus par Téhéran, selon la justice américaine. Parmi eux figurent notamment les proches des 241 soldats américains tués le 23 octobre 1983 dans deux attentats suicide qui avaient frappé les contingents américain et français de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth.

Source : AFP

USA : une ex-agente américaine inculpée après avoir fait défection en Iran

13 février 2019

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi l'inculpation d'une ancienne agente du renseignement militaire américain, soupçonnée d'avoir fourni des informations confidentielles au régime de Téhéran, notamment sur ses anciens collègues.

Monica Elfriede Witt, 39 ans, est accusée d'avoir fait défection en Iran en 2013 pour des raisons "idéologiques", ont annoncé plusieurs hauts responsables américains lors d'une conférence de presse à Washington.

Elle est soupçonnée "d'avoir révélé au régime iranien un programme de renseignement confidentiel et l'identité d'un agent du renseignement américain, mettant sa vie en danger", a détaillé John Demers, ministre adjoint de la Justice.

Un mandat d'arrêt international a été émis contre l'Américaine, qui est en fuite.

Quatre Iraniens ont également été inculpés pour avoir mené des attaques informatiques contre au moins 8 anciens collègues de Mme Witt, en 2014 et 2015. Ils sont soupçonnés d'avoir tenté d'introduire un logiciel malveillant dans leurs ordinateurs, à l'aide d'un faux profil Facebook au nom de l'un d'entre eux, réalisé grâce à des informations privées données par Mme Witt.

Le ministère du Trésor a de son côté annoncé des sanctions contre la société iranienne New Horizon et ses responsables, accusés d'avoir organisé des conférences ayant servi de plateforme pour recruter Mme Witt. Des sanctions ont également été prises contre une entreprise iranienne soupçonnée d'avoir participé aux cyberattaques.

Une journaliste américano-iranienne, Marzieh Hachemi, a été arrêtée le 13 janvier aux Etats-Unis et détenue pendant dix jours afin d'être entendue comme témoin dans un dossier pénal en cours devant un grand jury à Washington.

Or Monica Witt a été inculpée le 8 février par un grand jury de la capitale fédérale.

Née aux Etats-Unis sous le nom de Melanie Franklin avant sa conversion à l'islam et son mariage avec un Iranien, Mme Hachemi vit en Iran où elle est depuis 25 ans l'un des visages les plus connus de la chaîne anglophone Press TV. A son retour à Téhéran, elle a dénoncé ses conditions de détention, sans divulguer de détails sur l'affaire lui ayant valu d'être arrêtée.

Source : AFP

L'Iran va continuer à développer des missiles, dit Rohani

11 février 2019

L'Iran va continuer à développer ses capacités militaires et en particulier son programme de missiles balistiques, a déclaré lundi le président Hassan Rohani dans un discours prononcé à l'occasion du 40^e anniversaire de la révolution islamique de 1979.

Le chef de l'Etat avait déjà annoncé dimanche que Téhéran s'apprêtait à placer deux satellites en orbite en dépit des mises en garde des Etats-Unis, qui considèrent que la technologie des fusées utilisées pour un tel lancement est très proche de celle d'un missile balistique.

Washington estime que le développement de missiles par l'Iran viole la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui a entériné l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, une interprétation rejetée par Téhéran.

Donald Trump a annoncé le retrait des Etats-Unis de l'accord de Vienne et les pays européens signataires, qui tentent de le sauver, sont aussi très critiques envers le programme de missiles iranien.

Source : Reuters

Washington presse les Européens de rompre avec l'Iran

14 février 2019

Le vice-président américain Mike Pence a exhorté jeudi les Européens à se retirer de l'accord nucléaire sur l'Iran, accusé de déstabiliser le Moyen-Orient, et menacé Téhéran de nouvelles sanctions.

S'exprimant lors d'une conférence sur le Moyen-Orient à Varsovie, à laquelle participaient Israël et des hauts représentants de pays arabes, M. Pence a qualifié l'Iran "de plus grand danger" dans la région, lui reprochant de préparer "un nouvel Holocauste" en raison de ses ambitions régionales.

M. Pence a également dénoncé l'initiative de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni visant à permettre aux entreprises européennes de continuer à opérer en Iran en dépit des sanctions américaines.

Au moment où la République islamique marque le 40^e anniversaire du renversement du chah Mohammad Réza Pahlavi, M. Pence a promis d'exercer une pression maximum, sans pour autant appeler explicitement au changement de régime.

"Alors que l'économie iranienne continue de s'effondrer, que le peuple iranien descend dans la rue, les pays épris de liberté doivent s'unir et tenir le régime iranien pour responsable du mal et de la violence qu'il a infligés à son peuple, à la région et au monde entier", a-t-il argué.

Et d'avertir : les sanctions américaines "deviendront encore plus sévères" à moins que l'Iran ne "change son comportement dangereux et déstabilisateur".

Mais l'Union européenne a déjà adressé une fin de non-recevoir à la demande américaine de rejeter l'accord historique signé avec l'Iran à Vienne en 2015.

Cet accord a pour but d'encadrer le programme nucléaire iranien : en échange d'un engagement à se limiter strictement à développer une industrie nucléaire civile, Téhéran a obtenu la levée de sanctions et la signature de nouveaux accords commerciaux.

Co-organisée par la Pologne et les Etats-Unis, la conférence de Varsovie, qui a pris fin jeudi en fin d'après-midi, visait à intensifier la pression sur le régime iranien, même si ces discussions n'ont suscité que peu d'intérêt des Européens, méfiants à l'égard des intentions du président Donald Trump.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu -- allié privilégié de Washington -- a qualifié la réunion de "tournant historique" après avoir rencontré des responsables arabes unis dans un front commun contre l'Iran.

M. Netanyahu espère que ce front ouvrira la voie à une normalisation des relations entre Israël et les pays du Moyen-Orient. Il n'a pas caché sa satisfaction après un dîner au château royal de Varsovie où il était à la même table que des hauts responsables d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de Bahreïn -- dont aucun ne reconnaît l'État hébreu.

Israël n'a de relations diplomatiques qu'avec deux pays arabes, l'Égypte et la Jordanie. Mais les dirigeants arabes du Golfe, notamment le puissant prince héritier saoudien allié aux États-Unis, Mohammed ben Salmane, partagent la même inquiétude qu'Israël vis-à-vis de l'Iran, la puissance régionale chiite et rivale historique.

Source : AFP

Le chef de la diplomatie yéménite dit avoir été assis à côté de Netanyahu par "erreur"

15 février 2019

Le chef de la diplomatie yéménite a invoqué une "erreur de protocole" pour expliquer le fait qu'il a été assis à côté du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lors de la conférence de Varsovie, et réaffirmé la "fermeté" du Yémen sur la question des Palestiniens.

Le Yémen et Israël n'ont jamais entretenu de relations diplomatiques et l'attitude visiblement cordiale du ministre yéménite des Affaires étrangères Khaled al-Yemani envers M. Netanyahu jeudi a provoqué de vives critiques sur les réseaux sociaux, le poussant à réaffirmer sa position sur les Palestiniens.

En dehors de l'Égypte et de la Jordanie qui ont conclu la paix avec Israël, les pays arabes ont traditionnellement lié une normalisation des relations avec Israël à un règlement du conflit israélo-palestinien.

Le diplomate yéménite était déjà assis lorsque M. Netanyahu a pris place à ses côtés au deuxième jour de cette conférence officiellement consacrée à la sécurité au Moyen-Orient, mais qui visait principalement à intensifier les pressions sur l'Iran.

Les deux hommes ont échangé regards et sourires avant qu'un problème technique ne pousse le chef de la diplomatie yéménite à prêter son micro à M. Netanyahu.

"Un moment léger" qui pourrait être le signe d'une "nouvelle coopération" entre les deux pays, a écrit sur son compte Twitter Jason Greenblatt, envoyé spécial du président américain.

Au premier jour de la conférence mercredi, M. Netanyahu n'avait pas caché sa satisfaction après un dîner où il était à la même table que des hauts responsables d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de Bahreïn.

M. Yemani a rappelé que le but de la participation du Yémen à la conférence n'était pas de discuter de la question palestinienne mais de "restaurer" la légitimité du gouvernement yéménite et de "mobiliser la communauté internationale pour faire face à l'expansion iranienne" dans son pays.

Un conflit oppose depuis 2014 les forces progouvernementales, appuyées par une coalition menée par l'Arabie saoudite, aux rebelles Houthis, soutenus par l'Iran. Selon l'ONU, le conflit a entraîné la "pire crise humanitaire" au monde.

Source : AFP

Netanyahu confirme qu'Israël a mené un nouveau raid en Syrie

12 février 2019

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a confirmé mardi que l'armée israélienne avait mené un nouveau raid en Syrie, au lendemain de l'annonce par l'armée syrienne que des missiles tirés par un drone avaient détruit un hôpital et un poste d'observation militaire.

"Nous agissons tous les jours, y compris hier, contre l'Iran. Tout le temps. Contre l'Iran et contre ses tentatives visant à s'implanter dans cette région", a-t-il déclaré à la presse.

La frappe menée lundi dans la province de Kouneïtra, dans le sud-ouest de la Syrie, n'a fait que des dégâts matériels, selon l'armée syrienne.

Source : Reuters

Israël pris en tenaille dans la guerre commerciale Chine-Etats-Unis

14 février 2019

Entre la Chine et les Etats-Unis, Israël est contraint à un difficile exercice d'équilibre en pleine guerre commerciale entre ses deux principaux partenaires économiques. En visite à Jérusalem mi-janvier, le secrétaire adjoint à l'Energie Dan Brouillette a évoqué "les inquiétudes (américaines) à propos des investissements étrangers" en Israël. Une allusion claire à la Chine.

Les Etats-Unis font sentir avec insistance à leur grand allié leurs inquiétudes devant la part grandissante des investissements chinois en Israël, la pénétration chinoise dans le domaine des infrastructures et dans des secteurs sensibles comme la haute technologie.

A la lumière des dossiers chinois Huawei et ZTE, géants des télécommunications dans le viseur de l'administration américaine, ils s'alarment du risque d'espionnage et de voir tomber entre de mauvaises mains des informations partagées avec Israël, avec lequel les Etats-Unis ont une relation privilégiée dans le domaine du renseignement et de la défense.

Le port de Haïfa (nord) en particulier retient l'attention des Etats-Unis.

Le groupe de Hong Kong Shanghai International Port a remporté il y a quatre ans l'appel d'offres pour gérer un nouveau quai. Or, le plus important port israélien sert régulièrement d'escale à des navires de guerre américains.

L'ancien ambassadeur d'Israël en Chine Matan Vilnai a qualifié de "folie" la décision de confier à la Chine la gestion d'un "tel atout pour la sécurité nationale". Selon les médias, le chef du service de sécurité intérieure (Shin Beth), Nadav Argaman, a mis en garde au début de l'année contre certains investissements chinois qui pourraient faciliter l'espionnage.

"Les Etats-Unis font désormais pression et insistent pour qu'Israël crée, à leur exemple, un organisme de contrôle des investissements stratégiques étrangers", dit à l'AFP Danny Catarivas, directeur général des relations internationales du patronat israélien.

Le cabinet de sécurité aurait reçu le message et décidé d'établir une commission interministérielle comprenant des représentants du Renseignement, pour superviser tout investissement étranger jugé "stratégique".

Et selon la "13", une chaîne privée, un prochain appel d'offres pour l'agrandissement de l'aéroport international de Tel-Aviv sera réservé aux entreprises de pays membres de l'Otan, ce qui exclut Pékin. (Cela dit, je rappelle que la Turquie fait partie de l'OTAN, et que ce pays est lié à la Chine et à l'Iran.)

Les entreprises chinoises ont dans un passé récent effectué une percée spectaculaire en Israël. Elles ont remporté des contrats pour la construction d'un nouveau port à Ashdod (sud) et des tunnels destinés à de nouvelles lignes de train léger à Tel-Aviv.

Selon des experts, les Chinois effectueraient un tiers des investissements dans le secteur clé de la haute technologie israélienne. Des groupes chinois s'intéressent aussi à la construction d'une ligne de train rapide entre Tel-Aviv et la station balnéaire d'Eilat (mer Rouge), et celle d'une unité de dessalement de l'eau de mer.

La Chine est devenue le premier partenaire d'Israël pour les infrastructures. Les échanges commerciaux ont dépassé les 12 milliards de dollars en 2018. Pékin est désormais le deuxième partenaire commercial d'Israël derrière les Etats-Unis, et le Premier ministre Benjamin Netanyahu a proposé en octobre un accord de libre-échange à la Chine.

Danny Catarivas reconnaît que "la transparence n'est pas le point fort des investissements chinois". "On ne sait jamais si l'argent vient de sociétés et de personnes privées, ou de l'Etat et du parti communiste", dit-il. Israël peut difficilement se couper de la Chine et d'un "marché en pleine expansion", mais la priorité reste de préserver les relations privilégiées avec les USA.

Israël reçoit près de 4 milliards de dollars d'aide militaire annuelle des Etats-Unis. Il assure ne pas vendre d'armes ou de technologies à double usage civil et militaire à la Chine. L'Etat hébreu a été échaudé en l'an 2000 :

Les Etats-Unis avaient mis leur veto à la vente à la Chine d'un système de détection et de commandement aéroporté équipé en partie de composants américains. Cela avait contraint Israël à verser des centaines de millions de dollars d'indemnités à la Chine pour rupture de contrat.

Source : AFP

Ryad réaffirme son soutien à un Etat palestinien "indépendant"

12 février 2019

L'Arabie saoudite a réaffirmé mardi son soutien à "un Etat (palestinien) indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale", revendication de longue date des Palestiniens, alors que les Etats-Unis songent à relancer le processus de paix au Proche-Orient.

Lors d'un entretien à Ryad avec le président palestinien Mahmoud Abbas, le roi Salmane a rappelé "le soutien permanent du royaume (saoudien) à la Palestine et aux droits de son peuple à un Etat indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale", a rapporté l'agence officielle SPA.

M. Abbas effectue depuis lundi une visite officielle sur deux jours en Arabie saoudite.

L'Autorité palestinienne, ulcérée par la reconnaissance par l'administration Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël fin 2017, refuse de pourparlers avec Washington tant que les Etats-Unis n'auront pas adopté une position plus équilibrée, selon eux.

Source : AFP

Netanyahu veut bloquer des fonds palestiniens après le meurtre d'une Israélienne

10 février 2019

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a annoncé dimanche son intention de réduire des fonds reversés aux Palestiniens, trois jours après le meurtre d'une jeune Israélienne par un Palestinien à Jérusalem.

Le corps d'Ori Ansbacher, 19 ans, a été retrouvé jeudi soir aux abords de Jérusalem, à la limite de la Cisjordanie occupée. Les services de sécurité israéliens ont annoncé samedi l'arrestation de Arafat Irfaiya, un Palestinien originaire de Hébron en Cisjordanie, accusé du meurtre.

Le Shin Beth a affirmé que le Palestinien avait reconnu dimanche avoir tué Ori Ansbacher pour des "motifs nationalistes". Le même jour, M. Netanyahu s'est rendu chez les parents de la jeune fille dans la colonie israélienne de Tekoa en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis plus de 50 ans.

En réaction à ce meurtre qui a provoqué une très vive émotion en Israël, M. Netanyahu a annoncé son intention de réduire à partir de la semaine prochaine des fonds reversés aux Palestiniens, en application d'une loi votée par le Parlement en juillet 2018.

La loi n'avait pas été appliquée jusqu'à présent.

Alors que la campagne pour les élections législatives du 9 avril bat son plein, le ministre de l'Education Naftali Bennett avait appelé M. Netanyahu à appliquer cette loi "immédiatement". M. Bennett dirige la "Nouvelle droite", un nouveau parti nationaliste qui se situe à la droite du Likoud, le parti de M. Netanyahu.

Le ministre de la Sécurité intérieure Gilad Erdan s'est déclaré lui favorable à la peine de mort "pour les terroristes".

Les tribunaux militaires israéliens en Cisjordanie devant lesquels sont traduits les Palestiniens s'abstiennent d'avoir recours à la peine capitale.

Après l'arrestation du meurtrier, l'armée a mené dans la nuit de samedi à dimanche une opération à Hébron pour prendre les mesures de la maison du suspect palestinien en vue de son éventuelle démolition, selon un porte-parole militaire. Plusieurs colons israéliens ont lancé des pierres vers des maisons palestiniennes situées à proximité, sans faire de victime.

Haut lieu de tensions, Hébron est la seule ville de Cisjordanie où vivent 600 colons israéliens protégés par des milliers de soldats, des blocs de béton et des miradors, au milieu de quelque 200.000 habitants palestiniens.

Source : AFP

Hébron : des enfants accompagnés à l'école après le départ d'observateurs

10 février 2019

Des membres d'une organisation palestinienne ont accompagné dimanche les enfants à l'école à Hébron en Cisjordanie occupée, disant vouloir les protéger des colons israéliens après le départ des observateurs internationaux.

Fin janvier, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a annoncé que son gouvernement mettait fin au mandat d'une mission internationale d'observateurs basée à Hébron, plus grande ville de Cisjordanie où les tensions sont vives entre Palestiniens et colons.

La mission d'observateurs, baptisée "TIPH" (Présence internationale temporaire), était déployée à Hébron jusqu'au 31 janvier en vertu d'un accord israélo-palestinien conclu après le massacre en 1994 par un colon de 29 Palestiniens priant au Caveau des Patriarches, lieu saint pour les juifs et les musulmans.

Elle comptait une soixantaine d'observateurs -norvégiens, suédois, italiens, suisses et turcs. Son mandat était renouvelé tous les six mois.

Hébron est située dans le sud de la Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis plus de 50 ans.

Elle est la seule ville de Cisjordanie, où vivent 600 colons protégés par des milliers de soldats, des blocs de béton et des miradors au milieu de quelque 200.000 Palestiniens.

Elle est souvent décrite comme une poudrière.

Les tensions sont particulièrement vives autour du tombeau des Patriarches -la mosquée d'Ibrahim pour les musulmans-, au cœur de la Vieille ville, où reposent selon la tradition plusieurs figures bibliques.

La TIPH avait pour principale tâche de recenser et rapporter les violations commises par les colons ou par les Palestiniens. Israël, qui accusait cette mission de partialité, a porté plainte contre certains de ses membres ces dernières années. La colonisation israélienne dans les territoires occupés est considérée comme illégale au regard du droit international.

Source : AFP

Le nouveau chef du Pentagone à Bagdad rassure après les propos de Trump

13 février 2019

Le chef du Pentagone, Patrick Shanahan, a tenté mardi de rassurer les dirigeants à Bagdad sur l'avenir des militaires américains dans leur pays, après le retrait de Syrie et l'annonce par Donald Trump qu'il voulait "surveiller l'Iran" depuis l'Irak.

Alors que Bagdad a déclaré la victoire sur les jihadistes il y a un an et que l'assaut "final" est en cours en Syrie, les appels au départ des Américains d'Irak se font de plus en plus pressants.

De nombreuses voix, surtout venues du camp pro-Iran, l'autre grande puissance agissante en Irak avec les Etats-Unis, réclament le départ définitif des soldats américains.

Et depuis que M. Trump a déclenché la colère à Bagdad en affirmant qu'il se servirait de l'Irak pour "surveiller l'Iran", diplomates, militaires et désormais responsables gouvernementaux tentent d'éteindre l'incendie. Le ministre de la Défense par intérim, dont c'est la première tournée à l'étranger, est venu rassurer le gouvernement irakien.

Un haut responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat a insisté sur le fait que "l'activité militaire principale" des Etats-Unis en Irak était "la mission contre l'EI". Mais l'annonce de M. Trump a fait tiquer jusque dans les rangs des alliés traditionnels de Washington.

Une proposition de loi a été déposée au Parlement afin d'imposer un calendrier de départ aux Américains. Fait rare, elle pourrait faire l'unanimité parmi les deux principales forces de l'assemblée : la liste emmenée par le leader chiite Moqtada Sadr qui se veut le champion de l'indépendance de l'Irak, et le bloc pro-Irak des anciens combattants anti-EI.

Les Etats-Unis ont envahi l'Irak en 2003 et renversé Saddam Hussein. Au plus fort de l'insurrection qui a suivi, Washington a compté jusqu'à 170.000 soldats dans le pays. Parties définitivement en 2011, les troupes américaines sont revenues en 2014 en Irak, cette fois-ci au sein de la coalition contre le groupe EI.

Après une montée en puissance fulgurante en 2014, et la proclamation d'un "califat" à cheval sur la Syrie et l'Irak, l'EI a vu son territoire se réduire comme peau de chagrin face à de multiples offensives dans ces deux pays. Aujourd'hui, il en contrôle moins de 1% et "l'annonce formelle que nous ayons repris 100% du califat" pourrait intervenir dans la semaine, selon M. Trump.

Source : AFP

Retour triomphal en Australie de l'ex-footballeur du Bahreïn détenu en Thaïlande

12 février 2019

Le footballeur réfugié Hakeem Ali Al-Araibi a effectué un retour triomphal en Australie mardi, conclusion de deux mois d'épreuve durant lesquels il a été détenu en Thaïlande et menacé d'être extradé vers son pays natal, le Bahreïn.

"Je veux remercier l'Australie (...) Je n'ai pas encore la citoyenneté, mais mon pays est l'Australie. Je vais mourir en Australie", a déclaré tout sourire à sa descente d'avion Hakeem Ali Al-Araibi, qui bénéficie du statut de réfugié politique dans le pays. De nombreux sympathisants l'attendaient à son arrivée à l'aéroport.

Après plus de 70 jours de détention en Thaïlande, l'ancien joueur de la sélection nationale de football du Bahreïn a quitté le royaume lundi soir dans un avion à destination de Melbourne, l'émirat ayant renoncé à sa demande d'extradition.

L'émirat a souligné que "les poursuites judiciaires" et "le verdict de culpabilité à l'encontre de M. Al-Araibi demeurent en vigueur". Ce dernier a été condamné en 2014 par contumace à dix ans de prison par la justice de son pays, accusé d'avoir endommagé un poste de police deux ans plus tôt lors de manifestations en marge du "Printemps arabe".

Il a toujours nié les faits, affirmant se trouver à l'époque à l'étranger pour jouer un match. S'estimant menacé dans l'émirat, notamment pour avoir critiqué Cheikh Salman ben Ibrahim Al Khalifa - membre de la famille au pouvoir et président de la Confédération asiatique de football, il avait pris la fuite et obtenu le statut de résident permanent en Australie.

Il avait été arrêté fin novembre en Thaïlande, où il était en voyage de noces, sur la base d'un mandat d'arrêt d'Interpol émis à la demande de son pays d'origine. La Thaïlande n'est pas signataire de la convention sur les réfugiés et nombre d'entre eux sont renvoyés dans leur pays d'origine.

Sa libération est "une grande victoire pour le mouvement des droits de l'Homme", a déclaré l'ex-capitaine de la sélection australienne de football Craig Foster, à la tête de la campagne de libération d'Al-Araibi, tandis que l'ONG Human Right Watch a relevé que sa détention "constituait une grave injustice".

Depuis son arrestation, une campagne internationale très médiatisée réclamait son retour en Australie. La Fédération internationale de football (Fifa), le Comité international olympique (CIO) lui avaient notamment apporté leur soutien.

Le royaume de Thaïlande a promis un assouplissement de sa politique migratoire après l'affaire Rahaf Mohammed al-Qunun, une Saoudienne de 18 ans que les autorités thaïlandaises ont renoncé en janvier, sous la pression des réseaux sociaux, à renvoyer dans son pays où elle se dit menacée, acceptant qu'elle soit accueillie par le Canada.

Source : AFP

ASIE

Violences électorales en Inde : un député de l'Etat du Bengale assassiné

10 février 2019

En Inde, un député local de la région du Bengale, à l'est du pays, a été assassiné samedi lors d'une cérémonie religieuse. La police suspecte un membre du parti nationaliste hindou, au pouvoir à New Delhi et dans l'opposition dans cette région, d'être responsable du meurtre. Deux formations qui sont à couteaux tirés à la veille des élections législatives de mai prochain.

C'est ici le dernier épisode de la guerre sanglante entre ce parti et les nationalistes hindous du BJP, au pouvoir à New Delhi. Le Bengale est l'une des régions les plus contestées, où les nationalistes hindous ont du mal à percer. Et où, surtout, règne Mamata Banerjee, l'une des figures d'opposition les plus ardentes, qui n'a pas caché son désir de devenir Première ministre.

Source : RFI

Modi promet une réponse ferme au Pakistan après l'attentat au Cachemire

15 février 2019

New Delhi a promis vendredi une réponse ferme au Pakistan, au lendemain de l'attentat qui a coûté la vie à 44 paramilitaires dans la partie indienne du Cachemire.

"Nous allons riposter de manière appropriée. Notre voisin ne sera pas autorisé à nous déstabiliser", a affirmé le Premier ministre indien Narendra Modi.

Le chef de file du BJP, principal parti nationaliste hindou, est en campagne pour les législatives prévues au printemps. Le bilan de l'attentat, commis au passage d'un convoi des forces de l'ordre, est sans précédent depuis plusieurs dizaines d'années dans l'unique Etat indien à majorité musulmane, qui est régulièrement le théâtre de violences séparatistes.

Les islamistes pakistanais de la Jaish-e-Mohammad (JeM) en ont revendiqué la responsabilité le jour-même. L'Inde reproche depuis des années à son voisin occidental d'encourager les séparatistes cachemiris, ce qu'il nie. Le Pakistan reconnaît en revanche apporter un soutien politique aux musulmans de la partie indienne du Cachemire, qu'il juge opprimés.

Les Etats-Unis l'exhortent à "cesser immédiatement de soutenir et de prêter refuge à tous les mouvements terroristes actifs sur son sol".

Les autorités indiennes assurent détenir des "preuves irréfutables" de la complicité du Pakistan dans l'attentat de jeudi. Islamabad, qui a exprimé sa "grave préoccupation", nie toute implication.

Le ministre indien des Finances, Arun Jaitley, a promis de faire le nécessaire pour "isoler totalement" le Pakistan. La première étape, a-t-il précisé, consistera à lui retirer le statut de "nation la plus favorisée", qui lui permet de bénéficier d'avantages commerciaux. Les échanges bilatéraux ne représentent toutefois que deux milliards de dollars annuels.

Le dernier attentat d'envergure commis au Cachemire indien remontait à 2016. Vingt soldats avaient été tués dans l'attaque d'un camp militaire imputée à la JeM.

Quelques semaines plus tard, Narendra Modi avait ordonné à l'armée indienne de riposter en bombardant des positions séparatistes au Pakistan.

En arrivant aux affaires en 2014, le chef du gouvernement avait promis de faire preuve de fermeté à l'égard d'Islamabad. Les deux pays, qui disposent de l'arme nucléaire depuis 1998, se sont livrés à trois guerres depuis la partition de 1947, dont deux avaient le Cachemire pour enjeu.

Source : Reuters

Les prochaines discussions entre taliban et USA auront bien lieu au Pakistan

14 février 2019

Les prochains pourparlers de paix entre les Etats-Unis et les taliban afghans auront lieu au Pakistan, a confirmé jeudi le ministre pakistanais de l'Information, Fawad Chaudhry. Zabihullah Mujahid, porte-parole de la milice islamiste, avait annoncé la veille que les négociateurs se retrouveraient le 18 février à Islamabad.

Une autre séance de discussions est prévue le 25 février au Qatar.

Les deux parties, qui se sont déjà rencontrées à plusieurs reprises à Doha, sont parvenues fin janvier à un projet d'accord.

Les Etats-Unis ont mené au Qatar de nombreux cycles de négociations avec les taliban afghans. Ces discussions sont considérées comme les plus sérieuses depuis le début de l'intervention militaire américaine en Afghanistan fin 2001 pour renverser le régime des taliban.

Source : Reuters

Le blasphème demeure un sujet brûlant, 30 ans après l'affaire Rushdie

11 février 2019

Trente ans après la fatwa appelant au meurtre de l'écrivain britannique Salman Rushdie, la haine des extrémistes à son encontre demeure intacte et la question du blasphème explosive.

La parution de son roman "Les Versets sataniques" avait été accueillie par des manifestations dans plusieurs pays.

Le scandale ainsi provoqué avait fortement contribué à restreindre l'espace des débats en matière d'islam et continue d'être ressenti à ce jour, selon des analystes.

La fatwa avait été émise par l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, guide suprême de la révolution islamique iranienne, le 14 février 1989.

La veille, des milliers de manifestants fous de rage avaient attaqué le centre culturel américain à Islamabad. Cinq personnes avaient été tuées dans les affrontements. Le journaliste pakistanais Shahid ur Rehman fut l'un des premiers à arriver sur place et vit la foule se ruer sur le toit du bâtiment pour en arracher le drapeau américain avant que la police n'intervienne.

Le roman de Rushdie avait fait l'effet d'une bombe dans un monde musulman qui à l'époque "savourait sa gloire", souligne-t-il. La révolution iranienne n'avait qu'une dizaine d'années et

l'Union soviétique était à l'agonie après avoir été chassée d'Afghanistan, un rebondissement dont les musulmans en général et le Pakistan en particulier revendiquaient la paternité.

Le livre, puis la fatwa, s'apparentèrent à "la rupture d'un barrage", estime-t-il.

M. Rushdie est actuellement "aussi haï (...) qu'à l'époque", souligne l'érudit religieux pakistanais Tahir Mahmood Ashrafi. Mais "les gens ne peuvent pas protester pendant trente années d'affilée".

Le blasphème demeure néanmoins un thème explosif pour les extrémistes musulmans. Plusieurs personnalités politiques ont été assassinées et des pays européens menacés en son nom ces dernières années au Pakistan. Le cas de la chrétienne Asia Bibi, condamnée à mort pour blasphème puis acquittée l'an dernier, a provoqué plusieurs jours d'émeutes et de violences.

La fatwa contre Rushdie a provoqué de nombreuses crises diplomatiques au fil des années, de même que d'autres affaires de blasphème comme celle des caricatures de Mahomet publiées au Danemark en 2005.

Source : AFP

Bangladesh : la lutte musclée des autorités contre la drogue pointée du doigt

10 février 2019

Au Bangladesh, les autorités affichent des résultats encourageants en matière de lutte contre les trafiquants de drogue. L'an dernier, 53 millions de cachets de méthamphétamine ont été saisis, un record. Mais dans le même temps, près de 300 trafiquants présumés ont été tués dans le cadre de cette campagne musclée, dénoncée par les défenseurs des droits.

Les autorités bangladaises emploient les grands moyens pour nettoyer les villes et les villages de ces pilules très addictives surnommées « la drogue qui rend fou ». Une drogue bon marché produite en Birmanie voisine.

En mai dernier, la Première ministre Sheikh Hasina a déclaré la guerre au trafic de stupéfiants, après la publication de rapports faisant état de consommation en hausse de métamphétamines. Un mois plus tard, l'ONG Human Rights Watch s'inquiétait de ses dérives, estimant que les forces de l'ordre avaient tué plus de 100 personnes suspectées d'être liées au trafic de drogue.

En dépit des critiques internationales, le Bangladesh a poursuivi sa ligne dure, semblant s'inspirer de la guerre antidrogue meurtrière menée aux Philippines. Trois cents personnes ont été tuées et 25 000 autres arrêtées en 2018.

Source : RFI

Birmanie : deux condamnés à mort pour l'assassinat d'un avocat musulman

15 février 2019

Deux hommes ont été condamnés à mort vendredi en Birmanie pour l'assassinat d'un célèbre avocat musulman, Ko Ni, également conseiller de la dirigeante Aung San Suu Kyi, mais le commanditaire présumé, un ancien militaire, reste en fuite.

Ko Ni, connu pour ses discours sur la tolérance religieuse et ses critiques envers la junte militaire, avait été abattu le 29 janvier 2017 devant l'aéroport de Rangoun.

Le meurtre du conseiller juridique de la Ligue nationale pour la démocratie (LND, au pouvoir) d'Aung San Suu Kyi avait marqué les esprits en Birmanie.

Spécialiste de la Constitution, Ko Ni dénonçait l'influence politique conservée par l'armée qui contrôle certains ministères clé ainsi qu'un quart des sièges du Parlement. C'était aussi l'un des rares personnages publics à oser publiquement plaider contre l'intolérance religieuse, dans un pays où les tensions sont fortes.

Source : AFP

Birmanie : travaux forcés pour des étudiants accusés d'avoir brûlé des portraits de ministres

14 février 2019

Sept étudiants birmans ont été condamnés à une peine de trois mois de prison, assortie de travaux forcés, pour avoir brûlé des portraits de plusieurs ministres, nouvel exemple de la répression qui sévit dans le pays malgré l'avènement du gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi.

Le 28 décembre, des dizaines d'étudiants avaient manifesté pour réclamer davantage de sécurité à l'université de Mandalay (nord) après le meurtre d'un élève à proximité de l'établissement. Ces condamnations mettent de nouveau en lumière la répression exercée par les autorités birmanes malgré l'arrivée au pouvoir en 2016 du gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi.

Mardi, au moins dix personnes ont été blessées par des tirs de la police avec des balles en caoutchouc lors d'une manifestation de la minorité des Karennis pour protester contre l'érection d'une statue du général Aung San, le père de la paix Nobel de la paix.

Aung San, architecte de l'indépendance de 1948, appartenait à l'ethnie majoritaire des Bamars. Il est considéré par de nombreuses minorités, notamment les Karennis, comme le symbole de la domination de cette ethnie sur les autres communautés du pays.

Source : AFP

Ouïghours : Pékin répond aux critiques d'Ankara

11 février 2019

La Chine a annoncé ce lundi avoir protesté officiellement auprès de la Turquie après de virulentes critiques d'Ankara dénonçant le traitement réservé à la minorité musulmane turcophone des Ouïghours, dont plusieurs centaines de milliers seraient détenus.

Pékin a par ailleurs démenti la mort en détention d'un chanteur et poète ouïghour dont avait fait état samedi la diplomatie turque.

Les Ouïghours constituent le principal groupe ethnique du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), une région frontalière notamment avec du Kazakhstan et de l'Afghanistan.

Régulièrement frappée par des attentats meurtriers, attribués par Pékin à des séparatistes ou des islamistes ouïghours, elle fait l'objet depuis ces dernières années d'une très haute surveillance policière.

Jusqu'à un million de musulmans, dont une grande majorité de Ouïghours, seraient détenus dans des centres de rééducation politique, selon des experts cités par l'ONU et des organisations de défense des droits de l'homme. Ces accusations sont démenties par Pékin qui parle de « centres de formation professionnelle » contre la « radicalisation » islamiste.

La Turquie, pays musulman et qui compte une importante communauté ouïghoure, avait qualifié samedi de « honte pour l'humanité », la « politique d'assimilation systématique » visant les Ouïghours, appelant la communauté internationale et le secrétaire général de l'ONU « à mettre un terme à la tragédie humaine qui se déroule au Xinjiang ».

Source : RFI (avec AFP)

Affaire Gui Minhai : l'ambassadrice de Suède à Pékin remplacée

14 février 2019

La Suède a annoncé jeudi le remplacement de son ambassadrice à Pékin, Anna Lindstedt, soupçonnée d'avoir organisé une rencontre non autorisée entre deux hommes d'affaires et la fille de l'éditeur et libraire dissident Gui Minhai, détenteur de la nationalité suédoise.

Auteur de livres très critiques envers les dirigeants communistes chinois, Gui Minhai a été enlevé en Thaïlande en 2015. Détenu ensuite en Chine, il a été officiellement libéré en octobre 2017. En janvier 2018, sa fille Angela Gui a annoncé qu'il avait été de nouveau arrêté par des agents chinois.

Elle a révélé cette semaine qu'elle avait rencontré le mois dernier à Stockholm Anna Lindstedt et deux hommes d'affaires qui l'avaient priée de se tenir tranquille pour ne pas gêner d'éventuelles négociations sur le sort de son père et "ne pas nuire à la carrière" de l'ambassadrice de Suède.

"Je ne vais pas me taire en échange de la simple promesse que mon père 'pourrait' être libéré. Les menaces, les insultes, les cadeaux, les flatteries, rien ne pourra y faire", a-t-elle ensuite écrit sur internet.

Source : Reuters

La Corée du Nord continue à développer son arsenal nucléaire, selon un rapport

12 février 2019

La Corée du Nord continue de produire du combustible nucléaire à usage militaire tout en menant avec les Etats-Unis des discussions sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, écrit un institut universitaire américain dans un rapport publié mardi.

Siegfried Hecker, ancien directeur au laboratoire atomique de Los Alamos, au Nouveau-Mexique, et l'un des auteurs du rapport, a précisé à Reuters que la poursuite de la production de combustible nucléaire par la Corée du Nord en 2018 était attestée par l'analyse des images satellite.

Selon le Center for International Security and Cooperation de l'Université de Stanford, Pyongyang pourrait en avoir produit assez au cours de l'année écoulée pour ajouter jusqu'à 7 bombes atomiques à son arsenal. Les analystes estiment que la Corée du Nord possède actuellement 20 à 60 bombes atomiques.

En revanche, le gel des essais nucléaires et de missiles depuis 2017 signifie que le programme de développement nucléaire de la Corée du Nord représente moins une menace qu'à la fin 2017, relève le rapport.

Le rapport de l'université de Stanford souligne que la suspension des tests de missiles, décidée par Pyongyang pour ouvrir la voie aux sommets intercoréens et au sommet entre Kim Jong-un et Donald Trump en juin dernier, a retardé tout le travail de miniaturisation des bombes.

"Si l'on regarde donc l'ensemble du spectre, pour moi la Corée du Nord (...) est moins dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'était à la fin 2017", écrit Siegfried Hecker. Les experts de l'Université de Stanford jugent ainsi que "la Corée du Nord ne peut pas tirer un engin nucléaire avec un certain degré de confiance vers le continent états-unien".

En revanche, son arsenal nucléaire constitue une réelle menace pour le Japon et la Corée du Sud. Kim Jong-un s'est engagé lors du sommet de Singapour à œuvrer en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Peu de progrès ont été accomplis depuis cette promesse. Un deuxième sommet Kim-Trump aura lieu à Hanoï les 27 et 28 février.

Source : Reuters

La Corée du Sud paiera plus pour la présence militaire américaine sur son sol

10 février 2019

Le ministère sud-coréen des Affaires étrangères a signé dimanche un protocole augmentant la contribution financière de Séoul à la présence de quelque 28.500 soldats américains sur le territoire de la République de Corée.

L'accord, qui doit encore être approuvé par le Parlement, porte cette contribution à 890 millions de dollars, une progression supérieure à 7% par rapport à l'année dernière.

Contrairement aux précédents protocoles, signés pour cinq ans, celui-ci expirera à la fin de l'année, ouvrant la voie à une renégociation qui débutera dans les prochains mois.

Donald Trump, comme vis-à-vis des alliés de l'Otan, réclamait de Séoul une augmentation de sa contribution financière à la présence de ces soldats, stationnés en Corée depuis la Guerre de Corée (1950-53). Quelque 70% du budget débloqué par Séoul finance les salaires des 8.700 Sud-Coréens assurant des tâches administratives, techniques et autres pour le contingent US.

Source : Reuters

L'UE menace le Cambodge de sanctions commerciales

11 février 2019

Bruxelles lance officiellement une procédure de suspension temporaire des préférences commerciales dont bénéficie le Cambodge. Comme d'autres pays en développement, le pays bénéficie d'une exemption de taxe douanière sur ses exportations à destination de l'Union européenne.

La décision annoncée par la Commission européenne lance un compte à rebours de 18 mois. 18 mois d'étude et de négociations au terme desquels cet accord pourrait être suspendu, ce qui impacterait profondément l'économie cambodgienne.

L'an dernier, les exportations cambodgiennes vers l'Union européenne ont représenté près de 4,9 milliards d'euros. C'est le marché le plus important pour les exportations cambodgiennes. L'accord préférentiel sur les taxes douanières est conditionné au respect des droits de l'homme et du travail.

Or, la Commission européenne dit constater des violations graves et systématiques de ces droits. Si les sanctions économiques entrent en vigueur, elles pourraient directement toucher les 750 000 Cambodgiens qui travaillent dans l'industrie textile.

Le secteur représente à lui seul 70% des exportations cambodgiennes. Nike, Gap, H&M ou Adidas par exemple ont des produits aujourd'hui fabriqués au Cambodge.

En juillet dernier, des élections législatives controversées ont concédé l'intégralité des sièges du Parlement au parti du Premier ministre Hun Sen, à la tête du gouvernement depuis 34 ans.

Source : RFI

Elections en Thaïlande : premier pas vers la dissolution du parti lié à la sœur du roi ; une chaîne de tv suspendue

13 février 2019

Un premier pas a été franchi mercredi en Thaïlande vers une dissolution du parti qui avait présenté la sœur du roi au poste de chef du gouvernement, une mauvaise nouvelle pour le clan de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra à l'approche des législatives de mars.

Le fait de proposer la princesse Ubolratana comme candidate doit être interprété comme "hostile à la monarchie constitutionnelle", a indiqué la commission électorale.

La commission a donc "demandé à la Cour constitutionnelle de dissoudre le parti Thai Raksa Chart", sous l'étiquette duquel la sœur du roi devait concourir.

Ce mouvement est très proche de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, bête noire des militaires au pouvoir. Si le parti est dissous avant les élections du 24 mars, les candidats du parti seraient dans l'incapacité de se présenter au scrutin. Et ses dirigeants pourraient être interdits d'activité politique pendant 10 ans.

Une telle hypothèse serait un coup dur pour Thaksin Shinawatra.

Renversé en 2006 et aujourd'hui en exil, le milliardaire espérait avec ce mouvement nouvellement créé revenir au centre du jeu politique.

L'annonce de la commission électorale intervient alors que les tensions entre les militaires au pouvoir depuis le coup d'Etat de mai 2014 et les partisans, encore nombreux, de l'ancien magnat des télécommunications, se sont intensifiées ces derniers jours.

Vendredi dernier, la divulgation du nom d'Ubolratana comme candidate avait provoqué une onde de choc dans le pays où les membres de la famille royale sont traités avec un statut quasi-divin et échappent à toute critique.

Mais, quelques heures plus tard, le roi avait torpillé les ambitions de sa sœur, qualifiant cette candidature d'"hautement inappropriée" dans un royaume où "le monarque et les membres de la famille royale sont au-dessus de la politique".

Autre coup dur pour Thaksin Shinawatra, la chaîne Voice TV, fondée par ses enfants, a été suspendue d'antenne mardi pendant deux semaines par la commission nationale de radiodiffusion et de télécommunications (NBTC).

Cette dernière a estimé que plusieurs de ses programmes auraient pu provoquer de l'agitation dans le pays à l'approche des élections. Elle a même fait poindre la menace d'une suspension d'antenne plus longue voire d'une interdiction.

En réaction, le PDG de Voice TV a annoncé qu'il allait saisir la justice. Reporters sans frontières a vivement critiqué la décision de la NBTC qui envoie "un message désastreux sur le pluralisme". Cela soulève "des doutes quant à l'équité avec laquelle les médias sont traités avant les élections", a renchéri l'ONG Human Rights Watch.

Au total, 69 candidats au poste de Premier ministre provenant de 45 différents partis ont été approuvés par la commission électorale pour ces législatives, les premières depuis 2011. Le chef de la junte au pouvoir depuis 2014, Prayut Chan-O-Cha, est lui-même candidat pour prendre la tête du futur gouvernement élu.

Il y a encore moins d'une semaine les observateurs prédisaient une élection sans surprise à l'issue de laquelle ce dernier avait de grandes chances de conserver le pouvoir grâce notamment à un Sénat nommé entièrement par les militaires.

Mais les récents événements ont fait ressurgir les interrogations au sein de la population.

Source : AFP

Les compagnies aériennes vietnamiennes autorisées à voler aux USA

15 février 2019

Les compagnies aériennes vietnamiennes vont pouvoir commercialiser des vols vers les Etats-Unis et nouer des partenariats avec leurs homologues locales, ont annoncé vendredi les autorités américaines de la sécurité aérienne.

Il n'existe actuellement aucune liaison aérienne directe entre les deux pays.

La première pourrait ouvrir fin 2020 ou 2021 à l'initiative de la compagnie Airways qui a récemment commandé 20 Boeing 787 pour ses liaisons long-courrier.

Source : Reuters

Malaisie : saisie record de pangolins

12 février 2019

Une opération menée en Malaisie a conduit à la saisie de plusieurs centaines de pangolins congelés et d'autres encore bien vivants. Les autorités malaisiennes ont saisi près de 30 tonnes de pangolin, un mammifère dont le commerce est interdit, soit un butin de quelque 2 millions de dollars au cours d'un raid dans une usine et un entrepôt.

L'organisation malaisienne Traffic, qui observe le commerce illégal d'animaux, a salué cette opération conjointe de la police et des agents de protection de la nature dans l'Etat de Sabah sur l'île de Borneo.

Quelque 1.800 boîtes de pangolin congelés dans trois containers réfrigérés, 572 autres pangolins congelés, 61 pangolins vivants en cage et 361 kilos d'écaillés de pangolins ont été mis au jour, a détaillé la police.

La Malaisie s'efforce de combattre le braconnage et le trafic de pangolins, le mammifère le plus touché par le commerce illégal d'animaux au monde. Ce petit fourmilier à longue queue est une espèce protégée et le seul mammifère recouvert d'écaillés.

Celles-ci sont très prisées en Chine et au Vietnam où elles sont considérées comme un remède à de multiples affections tandis que la viande des pangolins est recherchée par les gourmets. Depuis août 2017, quelque 40 tonnes de pangolins au total ont été saisies selon les autorités indonésiennes.

La police a arrêté un homme de 35 ans suspecté de gérer l'usine et de faire partie d'une organisation illégale, reposant sur un réseau de braconnage et de distribution locale qui était actif depuis sept ans.

Source : AFP

Indonésie : 1,3 milliards de dollars, c'est ce qu'il faut de sociétés indonésiennes au titre de la déforestation selon Greenpeace

15 février 2019

Des sociétés indonésiennes doivent au moins 1,3 milliard de dollars d'amendes impayées après avoir provoqué des incendies et des destructions de forêts, selon une étude de Greenpeace publiée ce vendredi, rapporte l'AFP.

L'ONG dénonce l'impunité de ces dommages environnementaux.

Entre 2012 et 2018, Greenpeace a étudié 11 affaires impliquant des producteurs d'huile de palme et des papetiers qui avaient été condamnés à des amendes par des tribunaux civils de

Jakarta. « Mais aucune de ces affaires (de destruction) de forêts n'a débouché sur le paiement de dédommagements », observe l'organisation environnementale.

Source : RFI

Le gouvernement australien, mis en minorité sur sa politique migratoire, va rouvrir le camp de rétention de migrants de l'Île Christmas

13 février 2019

L'Australie va rouvrir son centre controversé de détention pour demandeurs d'asile sur l'île Christmas, a annoncé mercredi le Premier ministre Scott Morrison, mis en minorité au Parlement sur sa politique migratoire.

L'opposition travailliste et des élus indépendants ont réussi à faire passer un amendement donnant aux médecins le droit de faire transférer sur le sol australien des demandeurs d'asile actuellement regroupés dans des camps sous-traités par le gouvernement en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru.

L'amendement pourrait bénéficier à un millier d'hommes et de femmes actuellement regroupés en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru dans l'attente d'un examen de leur demande d'asile en Australie.

Réagissant à ce revers, Scott Morrison, dont le Parti conservateur est devancé dans les sondages par l'opposition travailliste à l'approche des législatives de mai prochain, a déclaré que cet amendement allait provoquer un afflux de clandestins en direction de l'Australie et que son gouvernement n'avait d'autre choix que de rouvrir le centre de rétention sur l'île Christmas.

Cette possession australienne dans l'océan Indien est située à 1.500 km environ au nord-ouest de la côte australienne la plus proche. "Nous avons approuvé une procédure de réouverture des installations de détention de l'île Christmas, pour gérer à la fois la perspective de nouvelles arrivées et la perspective de ces transferts (médicaux)", a dit le chef du gouvernement.

Dimanche, alors que se profilait le vote au Parlement, le ministre de l'Immigration, David Coleman, avait prévenu que cet amendement ramènerait l'Australie à la période où des milliers de demandeurs d'asile gagnaient l'Australie via l'Indonésie sur les bateaux des passeurs. Le centre de détention de l'île Christmas a été fermé l'an dernier après dix ans d'activités.

La politique de la droite australienne est depuis 2013 d'empêcher à tout prix les demandeurs d'asile tentant d'arriver clandestinement en Australie de fouler le sol australien.

Les derniers gouvernements conservateurs ont été vivement critiqués pour leur politique très restrictive et qui consiste à repousser les bateaux de réfugiés tentant de gagner ses côtes.

Les migrants qui y parviennent ont longtemps été relégués pour des durées indéterminées dans des camps de rétention offshore, le temps que leur demande d'asile soit instruite.

Même si la demande d'asile est fondée, ces clandestins ne sont pas autorisés à s'installer sur le sol australien. Ils ont le choix entre aller dans un pays tiers ou rentrer chez eux.

Canberra justifie sa politique par la nécessité de lutter contre les gangs de passeurs et de dissuader les migrants tentant la périlleuse traversée vers l'Australie.

En effet le nombre des arrivées s'est réduit à peau de chagrin, mais cette politique a divisé l'opinion et terni la réputation internationale du pays.

L'Australie essuie depuis des années un déluge de critiques pour les conditions de détention dans les camps qui abritent de nombreux enfants, où suicides et actes d'automutilation ont été enregistrés.

Sources : Reuters, AFP

Le Japon va reconnaître légalement les Aïnous comme peuple indigène

15 février 2019

Le gouvernement japonais a présenté vendredi un projet de loi pour reconnaître les Aïnous en tant que peuple "indigène" de l'archipel, après des décennies de discrimination.

Les Aïnous, qui sont nombreux à vivre dans la région de Hokkaido (nord), ont longtemps subi une politique d'assimilation et d'oppression.

Leur langue a été interdite à la fin du 19^e siècle et ce jusqu'en 1997, et leurs coutumes longtemps bannies. La loi, la première du genre, vise à l'instauration de mesures pour soutenir les communautés, doper l'économie locale et le tourisme. Elle doit être votée au cours de la session parlementaire actuelle, qui s'achève le 26 juin.

"C'est une première étape pour garantir l'égalité", a réagi auprès de l'AFP Mikiko Maruko, qui représente un groupe d'Aïnous résidant dans l'est du Japon, près de Tokyo.

Le gouvernement va aussi autoriser les Aïnous à abattre des arbres situés dans des forêts appartenant à l'Etat, afin de les utiliser dans des rituels traditionnels.

Le Parlement japonais avait en 2008 voté une résolution qui affirmait pour la première fois que les Aïnous "sont un peuple indigène avec sa propre langue, religion et culture" mais ce texte avait une valeur largement symbolique.

Si la situation s'est améliorée, persistent encore aujourd'hui des disparités de revenus et d'éducation avec le reste de la population.

Les Aïnous pratiquaient à l'origine une croyance animiste, les hommes arborant des barbes fournies et les femmes ornant leur visage de tatouages avant le mariage.

Mais comme de nombreuses populations autochtones du monde, la plupart des Aïnous japonais ont perdu leurs traditions, ou les ont cachées par peur, sous l'effet de la politique des autorités centrales. Il est donc difficile de connaître leur nombre exact. Seules des approximations sont disponibles, évaluant leur population à au moins 12.300 personnes selon une étude de 2017.

Source : AFP

AMERIQUES

Trump décrète l'"urgence nationale" pour bâtir un mur à la frontière

15 février 2019

Le président américain Donald Trump a signé vendredi une déclaration d'"urgence nationale" - procédure exceptionnelle - pour financer le mur qu'il a promis à la frontière mexicaine, ouvrant une féroce bataille judiciaire avec ses opposants.

"Tout le monde sait que les murs fonctionnent", a martelé M. Trump depuis les jardins de la Maison Blanche lors d'une conférence de presse particulièrement décousue où il a évoqué une "invasion" de drogue et de criminels.

Cette procédure devrait lui permettre de contourner le Congrès afin de débloquer des fonds fédéraux --notamment destinés au Pentagone-- pour construire son ouvrage phare contre l'immigration clandestine.

Au total, et en comptabilisant les 1,4 milliard de dollars débloqués par le Congrès, il pourrait, selon la Maison Blanche, disposer de quelques 8 milliards pour la construction de cet édifice maintes fois promis sur les estrades de campagne.

Les chefs de l'opposition démocrate, qui conteste l'existence d'une urgence sécuritaire à la frontière, ont immédiatement dénoncé une initiative anticonstitutionnelle, jugeant que la démarche présidentielle allait à l'encontre du principe de la séparation des pouvoirs.

Le président a confié s'attendre à ce que des poursuites judiciaires soient lancées contre sa déclaration d'urgence nationale. "Heureusement nous allons gagner", a-t-il ajouté, affichant une confiance sans doute confortée par les juges conservateurs qu'il a nommés à la Cour suprême, l'instance judiciaire suprême du pays.

Les opposants de M. Trump voient dans cette décision la basse manœuvre politique d'un président affaibli par la perte de la Chambre des représentants en novembre et son spectaculaire recul fin janvier dans le bras de fer qu'il avait engagé avec le Congrès sur l'immigration.

La Maison Blanche assure de son côté que cette initiative est la marque d'un homme qui n'oublie pas ses promesses une fois arrivé au pouvoir.

Donald Trump, qui a désormais les yeux rivés sur la présidentielle de 2020, espère qu'elle lui permettra, une nouvelle fois, de galvaniser sa base électorale sur la question de l'immigration.

Plusieurs présidents des Etats-Unis ont par le passé eu recours à l'état d'urgence, mais dans des circonstances très différentes et beaucoup moins controversées. Pour Peter Schuck, professeur émérite de droit à l'université de Yale, "le fait que le président puisse avoir le pouvoir de gaspiller des milliards de dollars au nom d'une promesse de campagne idiote est scandaleux".

Dans une tribune publiée par le New York Times, il estime que le Congrès devrait définir plus rigoureusement les conditions dans lesquelles le président peut avoir recours au "National Emergencies Act", voté en 1976.

Source : AFP

USA : une juge fédérale estime que Manafort a menti au procureur Mueller

14 février 2019

Paul Manafort, ancien directeur de campagne de Donald Trump, a contrevenu à l'accord de plaider coupable conclu en septembre dernier avec le procureur spécial Robert Mueller en mentant à celui-ci sur des questions importantes dans le cadre de l'enquête russe, a déclaré mercredi une juge fédérale.

La juge du district de Columbia, Amy Berman Jackson, qui supervise l'affaire Manafort, a estimé qu'il y a une "prépondérance" de preuves montrant que Paul Manafort a menti sur trois sujets abordés par l'équipe, notamment sur ses échanges avec l'homme d'affaires russe Konstantin Kilimnik - considéré comme proche des services de renseignement russe.

Ce jugement met fin à plusieurs semaines de querelle entre le bureau du procureur Mueller et les avocats de Manafort, qui estiment que leur client n'a pas menti intentionnellement au procureur dans le but d'entraver l'enquête sur les soupçons d'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016.

Amy Berman Jackson a déclaré que les services du procureur Mueller n'étaient désormais plus contraints de proposer un allègement de peine pour Paul Manafort, prévue le 13 mars. L'ancien directeur de campagne de Donald Trump a plaidé coupable des chefs d'accusation de conspiration contre les Etats-Unis et de conspiration d'entrave à la justice.

Source : Reuters

Le Sénat US entérine la nomination de William Barr au département de la Justice

14 février 2019

Le Sénat a confirmé jeudi par 54 voix contre 45 la nomination par Donald Trump de William Barr au poste d'Attorney General (ministre fédéral de la Justice). Barr aura notamment la charge de superviser l'enquête que mène le procureur spécial Robert Mueller sur une possible collusion entre l'équipe de campagne de Trump et la Russie avant la présidentielle de 2016.

Lors de ses auditions au Sénat, ce vétéran de la politique américaine, qui a déjà assumé ces fonctions entre 1991 et 1993, sous la présidence de George Bush père, s'est engagé à protéger l'enquête du procureur Mueller.

Mais la sénatrice démocrate Dianne Feinstein a dit craindre lors des auditions que William Barr cherche "à tirer des conclusions avant de connaître les faits" pour avoir rédigé l'an dernier un document de 19 pages dans lequel il critiquait la manière dont Mueller menait ses investigations.

De nombreux sénateurs démocrates redoutent aussi que le nouvel Attorney General refuse la publication intégrale des conclusions de l'enquête du procureur Mueller. "Le département de la Justice a besoin d'un chef qui soit indépendant de la Maison blanche et capable de s'opposer au président Trump", a commenté Dianne Feinstein après le vote de confirmation.

Source : Reuters

Vers une amende de plusieurs milliards pour Facebook aux USA

15 février 2019

L'administration américaine et Facebook négocient le montant de l'amende, qui pourrait s'élever à plusieurs milliards de dollars, pour non-respect de ses engagements en matière de protection des données personnelles de ses utilisateurs, rapporte jeudi le Washington Post.

La Federal Trade Commission (FTC), principale autorité fédérale en matière de concurrence et de protection du consommateur, et Facebook n'ont pas trouvé d'accord sur le montant de l'amende, précise le journal, citant deux sources au fait des discussions. Le bénéfice net de Facebook au quatrième trimestre a atteint 6,88 milliards de dollars.

La FTC a ouvert une enquête à la suite des révélations l'an dernier sur l'utilisation de données personnelles de 87 millions d'utilisateurs par le cabinet de conseil en stratégie politique Cambridge Analytica. En 2012, Google avait été condamné à payer une amende record de 22,5 millions de dollars à la FTC.

Source : Reuters

Dans la Sicile mexicaine, le grand vide laissé par "El Chapo"

13 février 2019

"Depuis que monsieur Chapo n'est plus là, il y a davantage de pauvreté" : sur les terres de Joaquín Guzmán, connues comme la Sicile mexicaine, les habitants vouent un culte à ce puissant narcotrafiquant jugé coupable mardi à New York. Cette zone montagneuse fertile du nord-ouest du Mexique, où l'omerta est la règle, a vu naître de nombreux barons de la drogue.

L'Etat du Sinaloa, au côté de ceux du Chihuahua et de Durango, forment une zone surnommée "le triangle d'or", territoires très disputés de culture de marijuana et de pavot, qui abritent également les routes de trafic de drogue vers les Etats-Unis.

A l'issue d'un procès qui, pendant trois mois, a mis au jour l'extrême violence et la corruption des cartels, les 12 jurés du tribunal fédéral de Brooklyn ont jugé El Chapo, 61 ans, emprisonné depuis deux ans dans une prison fédérale de haute sécurité à New York, coupable des 10 chefs d'accusation à son encontre.

A commencer par le principal, à savoir qu'il avait co-dirigé le puissant cartel de Sinaloa, responsable de l'exportation de centaines de tonnes de cocaïne et d'autres drogues aux Etats-Unis entre 1989 et 2014.

Si les autorités américaines se félicitent de cette décision, dans son Etat natal de Sinaloa, l'ambiance est toute autre. "Depuis que monsieur Chapo n'est plus là, il y a davantage de pauvreté et les gens doivent descendre (de la montagne) car les choses sont plus difficiles", déclare à l'AFP Jorge Valenzuela, habitant de Potrero de Bejarano.

En 2018, le Sinaloa a concentré la plus grande surface de marihuana détruits par l'armée en 2018, avec 43.976 hectares, soit 31% de ce qui a été éliminé dans tout le pays, indiquent les données du ministère mexicain de la Défense mexicain.

"Ici, tout le monde sait où planter (de la marihuana), mais comme monsieur Chapo n'est plus là, les gens ne plantent presque plus, car c'est à lui qu'ils la vendaient", ajoute Jorge Valenzuela, un des rares qui accepte de parler de ce sujet.

Si l'arrestation et l'extradition aux Etats-Unis d'El Chapo a dans un premier temps affaibli le cartel de Sinaloa, et ouvert une guerre de succession, l'agence anti-drogue américaine (DEA) assurait fin 2018 que cette organisation criminelle conservait "sa domination aux États-Unis".

Le cofondateur du cartel, Ismael "El Mayo" Zambada, a imposé son leadership sur les fils d'El Chapo, réputés immatures.

L'arrestation du baron de la drogue en janvier 2016 a eu un impact sur les commerçants de Badiraguato, assurent ces derniers.

Source : AFP

La condamnation du célèbre narcotrafiquant mexicain "El Chapo" met en exergue un système massif de corruption jusqu'au plus haut sommet de l'Etat

13 février 2019

Le célèbre narcotrafiquant mexicain Joaquin Guzman, alias "El Chapo", a été déclaré coupable mardi par un jury à New York, une victoire pour les autorités américaines après un procès de trois mois qui a étalé la violence et la corruption des cartels.

Les 12 jurés du tribunal fédéral de Brooklyn ont jugé El Chapo, figure de légende des cartels mexicains, coupable des 10 chefs d'accusation à son encontre. A commencer par le principal, à savoir qu'il avait co-dirigé le puissant cartel de Sinaloa, responsable de l'exportation de centaines de tonnes de cocaïne et d'autres drogues aux Etats-Unis entre 1989 et 2014.

Ce verdict devrait valoir, aux termes de la loi américaine, une peine de perpétuité non négociable à "El Chapo", 61 ans, qui avait été extradé aux Etats-Unis en janvier 2017 après deux évasions spectaculaires au Mexique.

"Ce procès a levé le rideau sur le trafic international de drogue comme aucun procès ne l'avait jamais fait", s'est félicité le procureur fédéral de Brooklyn, Richard Donoghue. "Il a aussi révélé qu'ils ont pu opérer grâce à une corruption endémique - c'est inacceptable et cela va s'arrêter", a-t-il ajouté.

La justice américaine tenait à exposer le fonctionnement des cartels latino-américains qui inondent les Etats-Unis de drogue depuis les années 80. Le cartel de Sinaloa, du nom d'un Etat au nord-ouest du Mexique dont El Chapo est originaire, est cependant loin d'être anéanti : son co-dirigeant, Ismael "El Mayo" Zambada, est toujours en fuite.

Pendant les trois mois d'audience, les enquêteurs américains ont fait défiler à la barre quelque 56 témoins, dont de nombreux ex-associés ou employés d'El Chapo, qui l'ont tous accusé d'avoir co-dirigé le cartel de Sinaloa.

Plusieurs, désormais emprisonnés aux Etats-Unis ou sous la protection des autorités américaines, ont décrit avec force détails, souvent sanglants, le quotidien du cartel et le rôle central joué par El Chapo :

La logistique de l'exportation de centaines de tonnes de cocaïne venue de Colombie vers les Etats-Unis, les violences commises pour neutraliser les cartels rivaux ou encore la corruption systématique de la police, des militaires et de responsables politiques pour qu'ils ferment les yeux.

Une corruption qui se serait traduite, selon certains témoins, par le versement de millions de dollars de pots-de-vin au plus haut niveau du gouvernement mexicain, jusqu'à l'ex-président Enrique Peña Nieto, même si ce dernier a toujours nié avoir touché de l'argent des narcotrafiquants.

Le procès a permis d'entrevoir la vie de pacha qu'El Chapo, né dans la pauvreté, a menée pendant ses 25 ans au sommet du cartel, voyageant en Suisse pour des cures de rajeunissement, à Macao ou à Las Vegas pour jouer dans les casinos.

Son ex-pilote et responsable du cartel pour la ville de Mexico a expliqué qu'il disposait de quatre avions, de nombreuses résidences, dont une luxueuse dans la grande station balnéaire d'Acapulco, d'un yacht et d'un ranch doté de son propre zoo et d'un petit train pour le traverser.

Source : AFP

Un journaliste tué au Mexique, le 2^e depuis le début de l'année

10 février 2019

Un journaliste est décédé samedi dans l'Etat mexicain de Tabasco après avoir été mortellement blessé par balles, a-t-on appris auprès des autorités.

La violence a fait l'année dernière plus de 33.000 morts au Mexique, ce qui représente un tiers de plus par rapport aux chiffres de 2017.

Source : Reuters

Les champs de coca de Colombie où triment des migrants du Venezuela

11 février 2019

En arrachant les premières feuilles, ils sentent leurs mains enfler, se couvrir d'ampoules. Les Vénézuéliens maudissent leur sort. Ils n'auraient jamais imaginé qu'en fuyant leur pays en crise, ils échoueraient dans les plantations de coca de Colombie.

Des milliers de migrants de l'ancienne puissance pétrolière en sont réduits à survivre comme "raspachines" ("gratteurs" de coca), de l'autre côté de la frontière, sous le joug des strictes règles régissant les territoires des narco-plantations.

Ouvriers, chauffeurs de taxi, pêcheurs, vendeurs sont devenus cueilleurs de la matière première de la cocaïne, activité illégale dont jusque-là ils avaient à peine entendu parler, et qui les mine physiquement, moralement.

Le pire c'est les mains, selon Eduar. Il y a deux ans, ce jeune de 23 ans, père de deux bébés, a migré de Guarico, au Venezuela. Il y travaillait comme moto-taxi jusqu'au jour où l'hyperinflation a consumé les derniers billets qu'il "gardait dans un pot".

Il a franchi la frontière jusqu'au Catatumbo, dans le département Norte de Santander. D'abord, il a gagné sa vie comme maçon. Le travail était dur mais pas aussi épuisant et douloureux que les journées de dix heures dans les champs, sous un soleil de plomb ou des orages de grêle comme il n'en n'avait jamais vus.

Mais le "problème, c'est les mains", répète-t-il, en retirant les bandes de tissu rouge qui lui servent de gants : ses paumes et ses doigts sont martyrisés. "Quand on saisit l'arbuste, (les ampoules) saignent. Ça fait peur et on veut pas y retourner", explique-t-il à l'AFP.

Comme "raspachin", il gagne l'équivalent de 144 dollars par semaine, le triple de son salaire de maçon.

Durant des décennies, des Colombiens venaient de tout le pays pour faire ce travail qu'acceptent aujourd'hui les migrants.

Des groupes armés se disputent le contrôle du Catatumbo qui, selon des chiffres de 2017, concentre 16,5% des plantations de coca de la Colombie, premier producteur mondial de cocaïne. Dans cette région riche en pétrole et en charbon, le conflit, qui déchire le pays depuis plus d'un demi-siècle, a fait couler des fleuves de sang.

Source : AFP

Venezuela : l'organisation de l'aide humanitaire se précise

15 février 2019

L'organisation de l'aide destinée à la population vénézuélienne par des pays opposés au régime de Caracas s'est précisée jeudi avec l'annonce d'une collecte de 100 millions de dollars et la perspective d'un grand concert humanitaire en Colombie.

"Aujourd'hui (jeudi), 25 pays, unis lors de la conférence sur l'assistance humanitaire au Venezuela organisée par l'OEA, ont promis 100 millions de dollars", a twitté John Bolton, conseiller à la sécurité du président américain Donald Trump, à l'issue d'une réunion de l'Organisation des Etats américains (OEA) à Washington.

Ces fonds iront directement à des centres de collecte d'aide installés près des frontières du Venezuela, au Brésil, en Colombie et sur l'île néerlandaise de Curaçao, a précisé David Smolansky, coordinateur d'un groupe de travail de l'OEA sur les migrations et les réfugiés du Venezuela.

Plus tôt dans la journée, les Pays-Bas avaient indiqué, via un tweet de leur ministre des Affaires étrangères Stef Blok, avoir décidé de "faciliter la création d'un centre d'aide humanitaire à

Curaçao, en étroite coopération avec le président par intérim du Venezuela Guaido et les Etats-Unis".

L'île caraïbe se trouve au large des côtes vénézuéliennes, et les Pays-Bas font partie de la cinquantaine de pays à avoir reconnu l'opposant Juan Guaido en tant que président par intérim du Venezuela ou à le soutenir.

Nicolas Maduro refuse pour l'heure toute aide. Le président socialiste, successeur de Hugo Chavez (1999-2013), voit dans le discours humanitaire un prétexte pour préparer une intervention militaire des Etats-Unis. Il considère ainsi M. Guaido comme une "marionnette" à la solde de Washington.

M. Guaido assure de son côté que l'aide humanitaire entrera au Venezuela le 23 février. Plusieurs tonnes de vivres et de médicaments envoyées par les Etats-Unis sont stockées depuis le 7 février à Cucuta, ville colombienne à la frontière vénézuélienne.

Si l'aide humanitaire n'entre pas au Venezuela, c'est principalement parce que le pont frontalier de Tienditas, qui relie la ville colombienne de Cucuta à Ureña, reste bloqué par l'armée vénézuélienne. Jeudi à l'aube, les militaires y ont posé de nouveaux conteneurs pour barrer la route.

Et les projecteurs ne sont pas près de s'éteindre sur Cucuta : c'est là que le célèbre homme d'affaires britannique Richard Branson a prévu d'organiser un grand concert, le 22 février. Trois jours plus tard, le 25 février, le Groupe de Lima (14 pays latino-américains plus le Canada) se réunira à Bogota, selon la présidence colombienne.

Lors de sa dernière réunion à Ottawa le 4 février, 11 de ses 14 membres avaient appelé à un changement pacifique de gouvernement au Venezuela et exhorté l'armée, pilier du régime, à reconnaître Juan Guaido, ainsi qu'à laisser entrer l'aide humanitaire.

Source : AFP

Venezuela : Maduro riposte aux nominations de Guaido dans le secteur pétrolier

15 février 2019

La contre-attaque ne s'est pas fait attendre.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a fait appel jeudi au Tribunal suprême de justice pour contrer l'offensive de son opposant.

Juan Guaido, le président autoproclamé par interim avait nommé la veille une nouvelle direction pour PDVSA, la compagnie pétrolière d'Etat, et ses filiales, tentant ainsi de resserrer un peu plus l'étai économique sur son rival.

C'est sur le front judiciaire que Nicolas Maduro attaque les initiatives prises par son rival Juan Guaido. Le Tribunal suprême de justice, acquis au gouvernement, va engager des poursuites pénales contre 15 dirigeants de PDVSA et de ses filiales aux Etats-Unis, nommés la veille par l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition.

Le Tribunal considère comme illégitimes les décisions de l'Assemblée. Une enquête a été ouverte pour usurpation de pouvoir.

Une autre enquête vise les ambassadeurs désignés par les parlementaires dans une dizaine de pays qui ont reconnu Juan Guaido, notamment les Etats-Unis.

Source : RFI

La Chine dément discuter avec l'opposition vénézuélienne

13 février 2019

La Chine a démenti mercredi les informations du Wall Street Journal affirmant que des diplomates chinois conduisaient des discussions avec l'opposition au président Nicolas Maduro pour protéger ses investissements au Venezuela.

Le WSJ rapportait que des diplomates chinois avaient eu à Washington des entretiens avec des représentants de Juan Guaido, président du parlement vénézuélien soutenu par les Etats-Unis qui s'est proclamé chef de l'Etat par intérim.

Le quotidien expliquait que Pékin s'inquiétait de ses projets pétroliers au Venezuela ainsi que des quelque 20 milliards de dollars de dette contractés par le pouvoir vénézuélien auprès de la Chine.

Au cours des dix dernières années, le Venezuela a bénéficié de prêts chinois évalués à plus de 50 milliards de dollars dans le cadre d'accords prévoyant la fourniture de produits pétroliers pour alimenter l'économie chinoise.

Juan Guaido a estimé dans une interview accordée fin janvier à Reuters qu'un changement politique à la tête du Venezuela serait profitable aux deux principaux créanciers du pays, la Russie et la Chine.

Source : Reuters

Américains et Russes défendent deux projets de résolution concurrents sur le Venezuela à l'Onu

9 février 2019

Les Etats-Unis et la Russie ont fait circuler au Conseil de sécurité des Nations unies deux projets de résolution opposés sur la situation au Venezuela. Moscou, qui soutient Nicolas Maduro, et Washington, qui a reconnu le président par intérim autoproclamé Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition, sont en opposition frontale sur ce sujet.

D'après des diplomates, la délégation américaine a soumis aux 14 autres Etats membres du Conseil de sécurité un projet de résolution, que Reuters s'est procuré, qui exprime "le plein soutien à l'Assemblée nationale, seule institution démocratiquement élue" du Venezuela.

Au cours de la même séance, la Russie, qui accuse Washington de soutenir une tentative de coup d'Etat, a fait circuler un projet concurrent de résolution exprimant de "l'inquiétude face

aux tentatives d'ingérence dans des dossiers par nature nationaux" et "face aux menaces de recours à la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique" du Venezuela.

Source : Reuters

Le commerce de la douleur : "pharmacies" de rue à la frontière Colombie-Venezuela *9 février 2019*

Giovanni Plaza a fui le Venezuela où le virus du sida le tuait. En Colombie, il a reçu gratuitement, d'une organisation américaine, des anti-rétroviraux.

Mais ses compatriotes en quête de médicaments en sont souvent réduits à des produits de contrebande écoulés à la frontière.

Périmés, abîmés, frelatés, simples placebos... La pénurie et l'hyperinflation ne laissent pas le choix à nombre de Vénézuéliens, qui ne peuvent s'offrir que des traitements vendus à la sauvette sur le pont international Simon Bolivar, frontière avec la Colombie.

Des milliers de migrants fuient la crise vénézuélienne pour la Colombie.

Beaucoup n'ont d'autre recours que les "pharmacies" de rue.

La pénurie de médicaments au Venezuela frôle les 85%.

Des milliers de patients, atteints de maladies chroniques, accèdent difficilement à un traitement, selon des ONG et des organisations humanitaires critiques du gouvernement du président Nicolas Maduro, qui se refuse à admettre l'urgence humanitaire.

Mais le traitement peut s'avérer plus coûteux que la maladie. Des médicaments faux ou trafiqués peuvent provoquer des problèmes cardiaques, des lésions du foie, des reins, des embolies pulmonaires, voire la mort, selon l'Institut national de surveillance des médicaments et des aliments de Colombie.

"Il y a des mafias qui se dédient à falsifier des médicaments", a expliqué à l'AFP Alejandro Gaviria, ex-ministre colombien de la Santé (2012-18), soulignant qu'"il n'y a pas de contrôle de qualité".

La police financière et douanière a désarticulé des bandes se consacrant à ce type de trafic, précise sous couvert d'anonymat une source de cette entité à Cucuta.

Selon M. Gaviria, des patients atteints du VIH ou de cancers n'obtiennent pas dans la rue ce dont ils ont besoin, "pas le traitement complet, donc cela n'aura pas d'effet".

Face à la pénurie, beaucoup de Vénézuéliens placent leur espoir dans l'aide humanitaire arrivée par tonnes jeudi des Etats-Unis, à la demande de l'opposant Juan Guaido, reconnu comme président intérimaire par plus d'une quarantaine de pays.

Mais le chef de l'Etat Nicolas Maduro a averti qu'il empêcherait le passage de ces aliments et médicaments, stockés en Colombie, à la frontière, y voyant un premier pas vers une intervention militaire américaine.

Source : AFP

Malgré la crise, le Venezuela livre de l'aide humanitaire à Cuba

8 février 2019

Un navire de l'armée vénézuélienne est arrivé vendredi matin à La Havane pour livrer 100 tonnes d'aide humanitaire à Cuba, récemment frappée par une tornade, alors que le gouvernement de Nicolas Maduro est confronté à une grave crise et refuse l'aide humanitaire d'autres pays.

Cuba, frappée par une puissante tornade qui a fait six morts et quelque 200 blessés, est le plus proche allié du Venezuela. Depuis le début des années 2000, Caracas lui fournit le pétrole à prix d'ami ainsi qu'un soutien économique, tandis que La Havane offre le service de milliers de médecins, d'entraîneurs sportifs ainsi de conseillers militaires.

Le soutien cubain au gouvernement de Nicolas Maduro est dans le collimateur de Washington, qui s'est promis de "libérer le Venezuela de Cuba". La Havane, de son côté, nie farouchement toute ingérence de sa part au Venezuela, même si plusieurs experts évoquent la présence de Cubains dans les plus hautes sphères de l'armée vénézuélienne.

Source : AFP

Haïti : le président parle enfin après une semaine de violences

15 février 2019

Le président haïtien Jovenel Moïse est sorti jeudi soir de son silence, après une semaine de manifestations violentes pour réclamer sa démission, qui ont poussé les Etats-Unis à rappeler leurs diplomates non essentiels. Jeudi, le Canada avait fermé son ambassade pour une durée indéterminée.

"Je ne laisserai pas le pays aux mains des gangs armés et des trafiquants de drogue", a déclaré le chef de l'Etat, par le biais d'une allocution pré-enregistrée diffusée sur la télévision publique TNH.

Le président s'est exprimé en créole au lendemain d'affrontements violents entre forces de l'ordre et manifestants dans le centre de la capitale Port-au-Prince.

A l'issue du discours présidentiel, des tirs sporadiques ont résonné à travers différents quartiers de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, alors que des barricades enflammées étaient à nouveau dressées sur certaines rues principales, selon les témoignages de riverains recueillis par une journaliste de l'AFP.

Depuis le 7 février, au moins 7 personnes ont été tuées en marge des manifestations, dont les débordements ont causé d'importants dégâts matériels, principalement dans la capitale. L'activité économique du pays a été ralentie par les nombreuses barricades dressées au travers des grands axes de circulation.

Jovenel Moïse, au pouvoir depuis deux ans, rejette à ce stade toute démission ainsi que toute idée de céder le pouvoir à un régime de transition.

"Nous avons déjà connu une série de gouvernements de transition qui ont donné un paquet de catastrophes et de désordres", a déclaré le président haïtien.

Le mécontentement populaire a été exacerbé par la publication fin janvier d'un rapport de la Cour supérieure des comptes sur la gestion calamiteuse et les possibles détournements de près de deux milliards de dollars du fonds Petrocaribe, un programme d'aide offert à Haïti par le Venezuela depuis 2008.

Une quinzaine d'anciens ministres et hauts fonctionnaires ont été épinglés. De même qu'une entreprise dirigée à l'époque par Jovenel Moïse, identifiée comme bénéficiaire de fonds pour un projet de construction d'une route dont le contrat n'a pas été retrouvé par les juges ayant réalisé l'audit.

L'organisation non gouvernementale Transparency International classe le pays à la 161^e place sur 180 en matière de corruption.

Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain, avec 60% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté.

Plus de la moitié de la population a moins de 25 ans, mais cette jeunesse, absente des cercles du pouvoir et du marché de l'emploi formel, est obligée de vivre d'expédients ou de tenter d'émigrer.

Source : AFP

L'archipel des Turques-et-Caïques accablé par l'afflux de clandestins haïtiens

10 février 2019

Avec leur sable blanc et leurs eaux turquoises, les petites îles caribéennes Turques-et-Caïques incarnent pour beaucoup l'idée du paradis, mais pour des milliers de Haïtiens qui tentent au péril de leur vie de les rallier, elles sont surtout la promesse d'une vie meilleure.

"Nous avons supplié le Royaume-Uni de nous aider. Je ne pense pas qu'ils réalisent l'urgence de la situation", relève Goldray Ewing, ministre du Logement de ce territoire britannique, évoquant le chaos provoqué par l'afflux de Haïtiens fuyant l'extrême pauvreté de leur pays.

"En tant que territoire britannique, nous ne disposons pas de notre propre armée. Nous leur avons dit que c'était une invasion et une crise nationale. Il n'y a aucune autre façon de le décrire", ajoute-t-il.

Chaque année, plusieurs milliers de jeunes Haïtiens prennent place sur des embarcations en bois assemblées sur la côte nord du pays le plus pauvre des Caraïbes, où 60% de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Aux dires des artisans, elles servent à pêcher.

En réalité, le district de Cap-Haïtien est considéré comme une plaque tournante pour le trafic d'êtres humains. Selon les autorités de l'archipel des Turques-et-Caïques, composé d'une trentaine d'îlots, la quasi-totalité des bateaux qui y accostent illégalement proviennent de ce port haïtien situé à environ 200 kilomètres.

Au moins cinq bateaux sont arrivés en janvier, avec entre 50 et 200 personnes à bord.

Mais le trajet sur ces frêles embarcations surchargées tourne parfois au désastre, comme le 2 février, lorsqu'un naufrage au large des Bahamas a fait au moins 28 morts.

Les migrants déboursent entre 300 et 1.000 dollars pour rejoindre le territoire britannique aux quelque 35.000 habitants. Une affaire très rentable pour les passeurs, d'autant que certains candidats à l'immigration s'y reprennent à plusieurs fois.

Les autorités, faute de moyens selon des migrants, n'interceptent que la moitié des bateaux. En conséquence, plusieurs milliers de clandestins haïtiens vivraient sur l'île de Providenciales, la plus peuplée de l'archipel.

Les quatorze bidonvilles disséminés à travers les Turques-et-Caïques grossissent davantage chaque jour, prévient le ministre Ewing, soulignant que le rapatriement de 187 passagers d'un bateau, le 17 janvier, a coûté 300.000 dollars.

Un afflux qui n'est pas non plus du goût des habitants de ces bidonvilles. L'un d'eux souligne que "le quartier est envahi par des gens tout frais débarqués des bateaux et ils ne sont pas toujours sympathiques".

"Ils ont parfois des armes à feu avec eux, c'est effrayant pour nous", dit-il à l'AFP.

Ce phénomène d'arrivées illégales n'est pas nouveau, mais les troubles récents en Haïti et les opportunités d'emploi à Providenciales ont entraîné une hausse considérable. Sans parler de l'incertitude causée par l'intention du président américain Donald Trump de supprimer le statut de protection temporaire (TPS) octroyé aux Haïtiens après le séisme de 2010.

"Haïti ne va pas être démocratique du jour au lendemain. Le gouvernement haïtien a d'autres priorités et son économie profite des envois d'argent" par des Haïtiens installés à l'étranger, note Washington Misick, chef de l'opposition aux Turques-et-Caïques.

La situation actuelle représente pour lui "une menace existentielle pour nos îles et notre mode de vie".

Depuis avril 2016, toute personne abritant un sans-papiers est passible d'une amende de 20.000 dollars et de quatre ans de prison.

Une délégation du gouvernement britannique doit faire le voyage en mars pour évaluer les besoins en matière de sécurité maritime, a indiqué à l'AFP un porte-parole du gouverneur, John Freeman, rappelant que Londres avait notamment envoyé la Royal Navy en 2018.

Source : AFP

Au Brésil, une série noire de tragédies "évitables"

12 février 2019

Rupture d'un barrage minier, glissement de terrain, incendie d'un centre d'entraînement de football : le Brésil a vécu en 15 jours trois catastrophes ayant fait des centaines de morts, emblématiques de ces drames qui auraient pu être évités.

D'autres tragédies similaires, dues à des négligences et dont les responsables restent impunis, ont eu lieu ces dix dernières années au Brésil, qui a montré une incapacité à en tirer les leçons.

Vendredi, la procureure-générale Raquel Dodge déplorait "une succession de catastrophes évitables".

Pour Moacyr Duarte, analyste de risques, ces drames ont eu lieu à cause "de négligences, d'un manque de planification et surtout de l'impunité des responsables".

"Tant que les vrais responsables ne seront pas punis de façon exemplaire, ces tragédies vont se répéter", insiste-t-il auprès de l'AFP.

Lors de sa prise de fonctions en 2017, le PDG de Vale, Fabio Schvartsman, avait fait sien le slogan "Mariana, plus jamais", en référence à la rupture d'un barrage minier qui avait fait 19 morts en novembre 2015. Mais le 25 janvier, un autre barrage de Vale a cédé à 120 km de là, à Brumadinho, avec un bilan humain provisoire bien plus lourd : 165 morts et 160 disparus.

À Rio, à chaque fois qu'il pleut fort, les favelas sont en état d'alerte.

Les habitations précaires construites de façon anarchique sont particulièrement vulnérables aux glissements de terrain. Mais les édiles ferment les yeux plutôt que d'interdire les constructions dans les zones à risque.

En 2011, près de 1.000 personnes vivant à flanc de montagne près de Rio avaient péri lors de pluies diluviennes.

La semaine dernière, 7 habitants de Rio de Janeiro ont encore perdu la vie lors de glissements de terrain dans des zones considérées à risque.

En janvier 2013, 242 personnes, des étudiants pour la plupart, ont trouvé la mort lors du terrible incendie de la discothèque Kiss, à Santa Maria (sud). Le bâtiment n'était pas aux normes, sans issue de secours.

"Les autorités qui n'ont pas fait fermer l'établissement n'ont jamais été rendues responsables. Elles ont préféré s'en prendre au chanteur qui a tiré un feu de bengale" qui aurait causé l'incendie, explique Moacyr Duarte.

Vendredi dernier, 10 espoirs du club de football Flamengo sont morts dans l'incendie d'un logement en préfabriqué qui ne disposait, là encore, que d'une seule porte d'accès.

La mairie avait infligé ces dernières années de nombreuses amendes au club, qui ne disposait pas du certificat nécessaire des pompiers.

Source : AFP

Crise politique inédite pour le gouvernement de Justin Trudeau

13 février 2019

Justin Trudeau s'est dit "surpris et déçu" de la démission d'une de ses ministres en pleine polémique sur des allégations d'intervention du cabinet du Premier ministre canadien pour éviter un procès à la société SNC-Lavalin, impliquée dans un vaste scandale de corruption en Libye.

Mardi matin, alors que la polémique continuait d'enfler, l'ancienne ministre de la Justice Jody Wilson-Raybould, sur laquelle l'entourage de Justin Trudeau aurait tenté de faire pression, a annoncé sa démission du gouvernement.

Citant des sources anonymes, le journal The Globe and Mail affirmait jeudi dernier que le Cabinet du Premier ministre canadien avait demandé à Mme Wilson-Raybould, alors ministre de la Justice, d'intervenir dans ce dossier afin que les procureurs concluent avec SNC-Lavalin un accord à l'amiable.

La Gendarmerie royale (GRC, police fédérale) avait déposé en 2015 des accusations formelles contre la maison-mère du géant canadien SNC-Lavalin ainsi que ses filiales de BTP et de développement international pour "corruption d'agents publics étrangers" et pour "fraude". D'ex-dirigeants sont également poursuivis, dans des enquêtes distinctes.

Ces révélations ont eu l'effet d'une bombe politique, à quelques mois d'élections législatives incertaines. Les responsables de l'opposition ont tiré à boulets rouges sur Justin Trudeau, le pressant de faire toute la lumière sur ces allégations, notamment en levant le secret professionnel auquel l'ancienne ministre de la Justice est tenue.

"Les manquements à l'éthique de M. Trudeau et sa gestion catastrophique de ce dernier scandale ont créé un chaos au sein de son gouvernement", a accusé le Andrew Scheers, chef de l'opposition conservatrice à Ottawa. Lundi, une enquête officielle avait été confiée au Commissaire canadien à l'éthique, un haut-fonctionnaire indépendant.

Géant canadien de l'ingénierie, présent sur tous les continents avec 50.000 employés, SNC-Lavalin est au cœur d'une vaste enquête de la police fédérale canadienne qui l'accuse d'avoir versé 48 millions de dollars canadiens de pots de vin (32 millions d'euros) à des responsables libyens, du temps du dictateur Mouammar Kadhafi.

Ce fleuron de Montréal, s'il est reconnu coupable, risque l'interdiction d'exercer au Canada, voire le démantèlement, ont répété ces dernières années ses dirigeants qui ont donc mené un intense lobbying à Ottawa.

Source : AFP

AFRIQUE

Nigeria : 66 personnes tuées dans une attaque criminelle, à la veille de l'élection présidentielle

15 février 2019

Dans l'Etat de Kaduna, dans le nord-ouest du pays, au moins 66 personnes ont été retrouvées mortes, à la suite d'une attaque criminelle.

"Parmi les victimes se trouvent 22 enfants et 12 femmes", a précisé le gouverneur de l'Etat.

L'Etat de Kaduna est souvent victime d'attaques de groupes armés, dans cette région particulièrement instable, où s'affrontent des bandits voleurs de bétail ou des groupes religieux extrémistes.

Toute l'année 2018 a été marquée par de nombreux incidents dans les Etats de Zamfara, Kaduna et Katsina, où ces bandes organisées sèment la panique et pratiquent les enlèvements de masse contre rançons.

Mais cette nouvelle attaque tombe en plein processus électoral. Le Nigeria, géant de 190 millions d'habitants, se prépare à aller aux urnes samedi, pour élire un nouveau président. Le scrutin s'annonce particulièrement serré et sous tension.

Source : Franceinfo, avec AFP

Le Nigeria, géant de l'Afrique, au défi des urnes

15 février 2019

Organisation titanesque, tensions sécuritaires, achat des voix ... les élections de samedi au Nigeria s'annoncent être un véritable défi pour ce pays de 190 millions d'habitants, qui s'était présenté en 2015 comme un exemple démocratique en Afrique. Le 14 février marquait le dernier jour de la campagne pour la présidentielle et les législatives, et l'émotion était forte.

Tandis qu'une foule en délire attendait Muhammadu Buhari, le président sortant en lice pour un second mandat, chez lui à Daura, dans le nord-ouest, son rival, Atiku Abubakar, se livrait à une dernière déclaration d'amour à ses milliers supporters, dans son Etat d'Adamawa (nord-est).

Il faut dire que l'ancien vice-président (1999-2007) avait attendu ce moment depuis bien longtemps. Après quatre tentatives, cet homme d'affaire richissime de 72 ans sera peut-être élu samedi président du Nigeria, première économie d'Afrique et premier exportateur de pétrole du continent.

Encore faudra-t-il convaincre les 84 millions d'inscrits et le scrutin s'annonce très serré. Les résultats devraient être annoncés dans les 48 heures suivant le scrutin, mais le procédé de comptage des voix est complexe et peut prendre du temps.

Le vainqueur doit obtenir, outre la majorité des suffrages exprimés, au moins 25% des voix dans les deux tiers des 36 Etats de la fédération auxquels s'ajoute le territoire de la capitale fédérale, Abuja, au risque de devoir engager un second tour la semaine suivante.

L'opposition pourrait tirer profit d'un bilan médiocre du chef de l'Etat, 76 ans, marqué par la récession économique (2016-2017) et une forte recrudescence de l'insécurité dans de nombreuses régions du pays.

Dans le sud, des centaines de manifestants de l'Ipob (mouvement des peuples autochtones du Biafra) ont défilé dans la semaine appelant les populations à défier le pouvoir central, mais leur leader, Nnamdi Kanu, a finalement créé la surprise en retirant vendredi sa menace de boycott.

Début février, le bureau de l'INEC (la commission électorale) à Aba, a été incendié, avec plus de 3.000 cartes d'électeurs, et des check-points militaires et de police parsèment encore toutes les routes de la région, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Mais la plus grande menace qui plane sur ce scrutin est l'achat des voix par les partis politiques pour gagner un soutien massif de la population.

L'achat de voix est une pratique courante au Nigeria.

Source : AFP

Elections au Nigeria : le groupe sécessionniste pro-Biafra lève sa menace de boycottage

15 février 2019

La veille de l'élection présidentielle au Nigeria, le chef séparatiste pro-Biafra, figure charismatique du peuple Igbo, a créé la surprise en levant son appel au boycottage dans cette région aux vellités indépendantistes, sans donner d'explication, ni de consigne de vote.

Le leader du mouvement des peuples autochtones du Biafra (IPOB), Nnamdi Kanu, exilé à Londres, et qui ne reconnaît pas l'autorité d'Abuja, avait appelé au boycottage de toutes les élections jusqu'à l'organisation - peu probable - d'un référendum d'auto-détermination.

En début de semaine, des centaines de jeunes de l'IPOB, qui vouent un culte quasi religieux à leur "leader suprême" Kanu, depuis son arrestation en 2015 et son incarcération pendant presque deux ans, ont défilé dans plusieurs villes pour appeler les populations à défier le pouvoir central.

Début février, un bureau de la commission électorale (INEC) près d'Aba a brûlé avec près de 3.000 cartes d'électeurs, de même qu'un poste de police dans l'Etat voisin d'Anambra jeudi. L'IPOB n'a pas revendiqué ces attaques d'origine criminelle, mais elles témoignent de la tension dans la région.

Puis, jeudi soir, coup de théâtre sur Twitter : Kanu a suspendu l'appel au boycottage, arguant que les "conditions requises ont été remplies, signées et livrées".

Aucune information n'a toutefois été donnée concernant ces mystérieuses "conditions", ni avec qui elles ont été négociées.

Le président sortant Buhari, musulman issu du nord et qui est en lice pour un second mandat, est particulièrement impopulaire dans cette région chrétienne très commerçante, après un mandat marqué par une grave récession économique en 2016-2017.

Plus de 50 ans après la guerre civile pour l'indépendance du Biafra qui a fait un à trois millions de morts (1967-1970), le sentiment d'exclusion et l'extrême pauvreté nourrissent encore au sein de la population igbo, une grande défiance envers le pouvoir central.

Le boycott ne semblait malgré tout pas très populaire parmi la population.

En effet, dans le marché d'Umuahia, ville d'où est originaire Kanu, les échanges étaient vifs cette semaine et la population était divisée.

"Si tu boycottes l'élection, tu encourages celui que tu ne veux pas voir gagner, c'est stupide", affirmait Edmond Okoli, un retraité venu faire ses courses.

"Nous avons besoin de changement, nous souffrons trop, nous ne pouvons même plus acheter un sac de riz", dont le prix a presque triplé, acquiesçait Jessie Kalu.

Mais pour les jusqu'au-boutistes, cette décision de leur leader est perçue comme une "trahison". "Il est trop tard pour annuler le boycott. Je n'ai rien à voir avec ces élections, je suis Biafrais, pas Nigérian", lance Leonard Munachimso, commerçant d'Aba, la capitale de l'Etat d'Abia.

Source : AFP

De plus en plus de migrantes nigérianes sont victimes d'exploitation sexuelle au Mali

14 février 2019

Chaque année, des milliers de femmes nigérianes reçoivent de fausses promesses. On leur dit que si elles quittent leur pays, elles trouveront un bon travail, en tant que serveuse ou coiffeuse et pourront gagner assez d'argent pour démarrer une nouvelle vie.

En réalité, bon nombre d'entre elles sont prises dans des cercles vicieux d'exploitation sexuelle et de servitude, explique l'Agence des Nations Unies pour les migrations (OIM).

Des femmes nigérianes sont victimes de ces pratiques à travers l'Afrique de l'Ouest et le sud de l'Europe.

En 2017, l'OIM a constaté l'exploitation massive des femmes et filles nigérianes dans le commerce du sexe après avoir été victimes de traite en Libye. Mais ce crime est également perpétré près de chez elles.

L'OIM redouble d'efforts pour s'assurer que les victimes soient identifiées, protégées, puis qu'elles retrouvent leur dignité et des moyens de subsistance au Nigéria. « Nous œuvrons en étroite collaboration avec la NAPTIP, principal organisme de lutte contre la traite au Nigéria », a déclaré Frantz Celestin, chef de mission par intérim de l'OIM au Nigéria.

Par ailleurs, pour combler le manque de données sur l'exploitation des migrants dans les mines, l'OIM réalise également une étude sur la migration vers les sites miniers artisanaux au Mali et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Les conclusions aideront l'OIM à mieux comprendre les dynamiques migratoires relatives aux activités minières dans la région et à alimenter les politiques, stratégies et interventions des parties prenantes.

Source : ONU

Mali : un expert de l'ONU juge nécessaire une stratégie de prévention des violations des droits de l'homme

12 février 2019

A l'issue d'une visite au Mali, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme dans ce pays, Alioune Tine, a exprimé mardi sa profonde préoccupation concernant la détérioration continue de la situation sécuritaire et humanitaire au centre et au nord du Mali.

Plusieurs facteurs combinés, notamment les violences sur fond de tensions communautaires, les opérations menées par les réseaux de crime organisé, les groupes extrémistes armés, et les opérations anti terroristes des forces maliennes et internationales qui s'en suivent, créent un profond sentiment de peur et d'insécurité au sein des populations civiles.

Dans la région de Mopti, beaucoup de villages sont sous l'emprise de djihadistes, ce qui contribue à empêcher les populations locales d'exercer leurs activités quotidiennes et les condamne à la faim et à la misère.

Selon l'expert, tout doit être fait pour mettre immédiatement un terme à cette situation inacceptable, et les initiatives du gouvernement pour y remédier doivent être renforcées, compte tenu de l'ampleur et de la complexité de la situation.

« De graves et récurrentes violations et abus des droits de l'homme, y compris des allégations d'exécutions extrajudiciaires, d'enlèvements, de tortures, de mauvais traitements et détentions illégales, sont commis en toute impunité. De plus, des localités qui n'étaient pas affectées il y a quelques mois sont maintenant touchées par ces violences », a déclaré l'expert.

« Il faut d'urgence une réponse militaire efficace, avec des hommes bien équipés et bien formés menant des opérations en toute conformité avec les droits de l'homme, pour faire cesser les violences dans les meilleurs délais et protéger les populations civiles », a-t-il ajouté.

Et la seule manière pour l'Etat malien de mettre fin à l'impunité est de faire en sorte que la responsabilité de toutes les personnes impliquées dans des graves violations des droits de l'homme soit établie à la suite de procès justes et équitables.

Selon lui, en l'absence d'une solution urgente à la grave crise malienne, de solutions concrètes à la pauvreté dans les régions du nord et du centre, et d'une politique de lutte contre la corruption, il sera difficile de mettre fin aux les violences au Mali.

L'expert a jugé encourageant les efforts de la Commission de réconciliation qui travaille avec les communautés pour aider à créer les conditions nécessaires pour une réconciliation intercommunautaire. Selon lui, le soutien de la communauté internationale est nécessaire pour aider les autorités maliennes.

Les principales préoccupations incluent l'insécurité générée par les violences intercommunautaires, la violence des groupes armés et le crime organisé, mais aussi le déficit de participation des femmes et des jeunes au processus de paix, la fermeture des écoles qui continue au nord et au centre du pays et le chômage chronique des jeunes.

L'Expert indépendant a dénoncé les menaces et attaques de groupes extrémistes violents contre les écoles et le personnel scolaire qui persistent dans plusieurs régions du centre et du nord. Les chiffres de décembre 2018 montrent que 807 écoles restent fermées dans l'ensemble du pays en raison de l'insécurité.

Le déficit d'une présence effective et efficace de l'Etat dans le centre et le nord est l'une des causes aggravantes de la situation sécuritaire actuelle avec un impact négatif sur la jouissance des droits de l'homme.

Source : ONU

Sénégal : appels au calme après un mort dans la campagne présidentielle

12 février 2019

Les responsables politiques et la société civile au Sénégal appelaient au calme lundi soir après le premier mort signalé depuis le début de la campagne présidentielle lors de heurts entre militants du parti au pouvoir et de l'opposition.

Le Sénégal, qui a connu deux alternances, en 2000 et en 2012, et aucun coup d'Etat, est présenté comme un modèle de démocratie en Afrique, mais les campagnes électorales y sont souvent émaillées d'accusations de corruption, de trafic d'influence, de désinformation et de violences.

Face au président Macky Sall, quatre candidats entendent bien le frustrer de son ambition affichée de réélection au premier tour le 24 février. Après des heurts qui ont fait plusieurs blessés dans le pays ces derniers jours, des échauffourées ont éclaté lundi entre partisans de la coalition au pouvoir et ceux d'Issa Sall, candidat du PUR, proche de la mouvance religieuse.

L'Association des éditeurs et professionnels de la presse (Appel) a par ailleurs affirmé, citant "les témoignages des confrères", que 8 journalistes suivant la caravane de campagne d'Issa Sall avaient été blessés à la suite de ces violences.

Lors d'un rassemblement électoral, Macky Sall a déploré la mort d'un militant de son parti et demandé "que toute la lumière soit faite".

Il a appelé ses partisans à "ne pas céder à la provocation", invitant ses adversaires à faire de même.

"C'est déjà le résultat de l'appel à la violence prônée par certains responsables", ajoutant : "Ils répondront de leurs actes devant les tribunaux". Il faisait allusion à son prédécesseur et adversaire, Abdoulaye Wade, qui a réitéré son appel à empêcher la tenue de la présidentielle, conviant notamment ses partisans à "brûler les cartes d'électeur et les bulletins de vote".

Abdoulaye Wade dénonce le fichier électoral, la carte électorale, et le système de parrainages pour être candidat. « On a créé un système de parrainages qui n'existe nulle part dans le monde. Cela n'existe pas, car c'est anti-démocratique », dit-il.

La conclusion du doyen de la politique sénégalaise est donc simple : il faut empêcher le scrutin. Au sein du PDS, de nombreux militants refusent la stratégie d'Aboulaye Wade, car ils estiment qu'elle ne sert les intérêts que d'une personne : son fils, Karim, toujours en exil au Qatar.

Cinq organisations de défense des droits de l'Homme, dont Amnesty International Sénégal et la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme (Raddho), ont exhorté "les autorités compétentes à ouvrir des enquêtes sur tous les actes de violence survenus depuis le début de la campagne électorale et traduire leurs auteurs en justice".

Depuis le début de la campagne, les appels au calme et des prières pour préserver la paix dans le pays se sont multipliés, de la part notamment de chefs religieux musulmans et chrétiens et de la société civile.

Source : AFP

Afrique de l'Ouest : face aux pics de violence, l'ONU appelle à renforcer le développement *8 février 2019*

Alors que plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest sont touchés par les violences, les Nations Unies ont appelé les gouvernements de la sous-région, notamment ceux du G5 Sahel et du bassin du lac Tchad à renforcer leur programme de développement afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

« Ces dernières semaines, l'insécurité a connu des pics sans précédent. Dans le Sahel – au Mali, au Burkina Faso, dans le Liptako-Gourma en particulier. Mais aussi dans le bassin du Lac Tchad où Boko Haram continue de menacer les populations et les déplacés », a déclaré Mohamed Ibn Chambas, le Représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

« Les Nations Unies condamnent ces attaques qui continuent de prendre les civils, les forces de sécurités et les casques bleus, ainsi que les acteurs économiques pour cibles. Cela souligne - encore une fois - l'urgence d'une mobilisation régionale », a dit celui qui dirige le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

« Il est vital que l'aide financière promise à la Force conjointe soit débloquée pour permettre une mise en œuvre efficace de la Force », a dit le Représentant spécial, qui estime tout aussi urgent de fournir l'aide financière promise en décembre 2018 pour concrétiser la feuille de route adoptée par le G5 Sahel dans le cadre du Programme d'investissement prioritaire.

Le mois de janvier a montré des signaux inquiétants de conflits intercommunautaires meurtriers au Mali et au Burkina Faso opposant les peuls à d'autres communautés.

« Nous savons que l'action militaire seule ne pourra pas éradiquer le poison de la menace terroriste », a dit M. Chambas.

« L'engagement des gouvernements et le soutien de la communauté internationale sont tout autant déterminants pour changer la donne et replacer la sous-région dans une dynamique de développement et de stabilité durables ».

Source : ONU

La France est intervenue au Tchad pour éviter "un coup d'Etat", déclare Le Drian *12 février 2019*

La France est intervenue militairement au Tchad la semaine dernière, dans le respect du droit international, pour éviter un "coup d'Etat" menaçant le président Idriss Deby, a déclaré mardi Jean-Yves Le Drian.

Des appareils de l'opération française Barkhane ont bombardé au Tchad, pendant plusieurs jours, un groupe rebelle puissamment armé venu du sud de la Libye à bord d'une cinquantaine de pick-ups.

Les autorités françaises ont expliqué agir à la demande d'Idriss Deby pour éviter une "déstabilisation" du pays. L'expression "coup d'Etat" n'avait jusqu'alors pas été prononcée. "Ceci est tout à fait conforme au droit international, le Premier ministre en a informé le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale".

Source : Reuters

N'Djamena dit avoir capturé 250 rebelles à la suite des frappes aériennes françaises

9 février 2019

Plus de 250 rebelles de l'Union des forces de la résistance (UFR) ont été capturés dans le nord du Tchad à la suite des frappes aériennes menées conjointement avec la France cette semaine pour repousser une incursion en provenance de Libye, a annoncé samedi l'armée tchadienne.

Deux sources au sein du renseignement ont indiqué pour leur part que seule une centaine de rebelles étaient détenus après s'être livrés. L'état-major des forces armées tchadiennes ajoute qu'une quarantaine de véhicules tout terrain ont été détruits par ces frappes menées conjointement par les aviations tchadienne et française "contre la colonne terroriste".

L'armée dit aussi avoir récupéré 18 véhicules et des centaines d'armes légères.

La colonne rebelle formée de véhicules pick-up avait pénétré en territoire tchadien dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février en provenance de Libye, base arrière de la rébellion.

Elle a parcouru plus de 600 km en territoire tchadien avant d'être prise pour cible plusieurs jours durant par l'aviation française et tchadienne. L'état-major des forces françaises a annoncé mercredi que des avions de l'opération Barkhane avaient procédé à une série de frappes afin de couper court à un raid "de nature à déstabiliser" le Tchad.

Cette action d'envergure inédite intervient alors que le dirigeant tchadien Idriss Deby, au pouvoir depuis 28 ans, est confronté à l'activisme renouvelé de plusieurs mouvements politico-militaires qui appellent à son renversement.

Pour les autorités françaises, Idriss Deby, dénoncé par l'opposition tchadienne pour une gouvernance "autocratique" et accusé par Amnesty international d'atteintes aux libertés, reste "le partenaire fiable et solide de la région".

Source : Reuters

Plus de 13,5 millions d'enfants en Afrique sont déracinés, déplacés par les conflits, la pauvreté et les changements climatiques (UNICEF)

9 février 2019

À la veille du Sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, l'UNICEF a appelé samedi les États africains à jouer un rôle de premier plan dans la protection et l'autonomisation des enfants d'Afrique déracinés.

« Au moins 13,5 millions d'enfants déracinés en Afrique, y compris des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées, ont besoin du renforcement des mesures nationales et de la coopération régionale et internationale entre les États pour faire respecter leurs droits, être en sécurité et réaliser leur potentiel ».

L'UNICEF a également appelé les dirigeants de l'UA à se concerter pour lutter contre les causes des migrations irrégulières et répondre aux besoins des enfants déracinés sur l'ensemble du continent.

Selon le Fonds, la majorité des migrants africains se déplace à l'intérieur de l'Afrique et ces mouvements de population sont en grande partie normaux et autorisés. Toutefois certains problèmes demeurent de grands facteurs de migrations irrégulières sur l'ensemble du continent.

« Chaque jour, des enfants et des familles confrontés à la violence, à la pauvreté et aux ravages des changements climatiques prennent la décision difficile de quitter leur foyer. Combattre ces causes profondes contribuera à réduire le besoin qu'ont ces familles et ces enfants de partir de chez eux », a expliqué la Directrice générale de l'UNICEF, Henrietta Fore.

En Afrique, près d'un migrant sur quatre est un enfant, soit plus de deux fois la moyenne mondiale.

Aussi 59 % des 6,8 millions de réfugiés dans des pays africains sont des enfants.

La population d'enfants déracinés de l'Afrique comprend 6,5 millions de migrants internationaux, dont 4 millions de réfugiés ; et 7 millions d'enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays.

Lors du sommet, l'UA doit donner le coup d'envoi de l'Année qu'elle va consacrer aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays – une campagne régionale visant à aider les personnes chassées de chez elles par un conflit et la violence, la persécution, les changements climatiques, la pauvreté ou le manque de possibilités éducatives.

« Ce sommet est une excellente occasion pour les dirigeants de l'UA de montrer l'exemple au reste du monde en renforçant la protection et l'appui apportés aux enfants déracinés », a déclaré Mme Fore.

Source : ONU

La faim en Afrique poursuit sa progression (ONU)

13 février 2019

La faim en Afrique continue sa progression après plusieurs années de déclin, hypothéquant les efforts d'éradication déployés pour atteindre les objectifs de Malabo 2025 et le Programme de développement durable 2030, en particulier l'Objectif de développement durable 2 (ODD 2).

Les nouvelles données, présentées dans un rapport des Nations Unies intitulé [*Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique*](#), indiquent que 237 millions de personnes en Afrique subsaharienne souffrent de sous-nutrition chronique, entravant ainsi les progrès réalisés ces dernières années.

Selon les derniers chiffres, 20% de la population africaine était sous-alimentée en 2017. « L'aggravation de la tendance en Afrique est due à la fois à la crise économique mondiale et à la dégradation des conditions environnementales alors que de nombreux pays souffrent de la variabilité climatique ou de conditions climatiques extrêmes ou encore des deux à la fois.

Le ralentissement de la croissance économique en 2016, du fait de la faiblesse des prix des produits de base, en particulier le pétrole et les minéraux, n'a pas arrangé les choses. L'insécurité alimentaire s'est aggravée dans les pays touchés par des conflits souvent accompagnés de sécheresses ou d'inondations.

En Afrique australe et orientale, de nombreux pays ont souffert de la sécheresse », ont déclaré Abebe Haile-Gabriel, Sous-Directrice générale de la FAO pour l'Afrique, et Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la CEA. Sur les 257 millions de personnes qui souffrent de la faim en Afrique, 237 millions vivent en Afrique subsaharienne et 20 millions en Afrique du Nord.

Source : ONU

RDC : la crise à la Sonas illustration du malaise social dans le pays

12 février 2019

En RDC, plusieurs entreprises publiques connaissent des tensions sociales. Les employés réclament plusieurs mois d'arriérés de salaire et parfois la révocation de leurs dirigeants. C'est le cas de la Sonas, la Société nationale d'assurance.

Fin janvier, l'organisation syndicale RAS (Renouveau de l'action syndicale) avait alerté le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, sur la situation des agents, cadres et retraités de la Sonas sur ce qu'elle qualifie de « génocide social ».

La Sonas a exercé le monopole du marché des assurances en RDC pendant environ 47 ans. Elle est devenue une société commerciale à la suite de la décision du gouvernement de libéraliser le secteur des assurances.

Le syndicat RAS revendique pour certains agents de cette compagnie plus de cinquante mois de salaires impayés.

Il évoque également les cas de vingt mois de gratifications non payés.

Le syndicat RAS appelait ainsi le chef de l'Etat à « *prendre des mesures conservatoires* » à la Sonas, notamment de nommer de toute urgence un comité de crise ou un nouveau comité de gestion, la réhabilitation de tous les délégués syndicaux, cadres et agents licenciés, d'après ce syndicat, illégalement.

Source : RFI

Centrafrique : un accord de paix pour accélérer la justice et sécuriser le territoire

8 février 2019

Accélérer la réconciliation et la justice en Centrafrique tout en sécurisant son territoire occupé à 80% par des groupes armés, qui y feront des patrouilles avec l'armée régulière : tels sont les principaux objectifs d'un accord de paix dont l'AFP a obtenu copie vendredi.

Cet accord de paix signé mercredi à Bangui, le 8^e depuis le début de la crise en 2013, prévoit la mise en place sous 90 jours d'une Commission vérité, justice, réparation et réconciliation (CVJRR).

En attendant, une "Commission inclusive" composée des parties en conflit est "immédiatement" créée avec la lourde tâche de "qualifier et de proposer toute action susceptible d'être prise en matière de justice".

La principale inconnue sur le contenu de l'accord était celle de l'amnistie exigée par les chefs des groupes armés, mais toujours refusée par Bangui. L'amnistie n'est pas mentionnée dans le texte qui stipule néanmoins que le président Faustin-Archange Touadéra garde un "droit discrétionnaire de grâce" qui pourra être utilisé pour "soutenir la dynamique de réconciliation".

De même, la "réintégration" des dirigeants de groupes armés - pour la plupart sous mandats d'arrêt ou cités dans des rapports d'ONG pour violations des droits de l'homme - sera étudiée au "cas par cas" par une Commission mixte.

Les groupes armés sont issus :

- De l'ex-rébellion hétéroclite de la Séléka en majorité composée de musulmans qui a renversé le président François Bozizé en 2013
- Des milices d'autodéfense qui s'y opposaient, les antibalaka.

La France, qui a critiqué l'immixtion russe en Centrafrique, a salué la signature de l'accord.

Les ex-présidents, dont François Bozizé et Michel Djotodia, le chef de la Séléka, bénéficieront d'une loi garantissant leur statut d'anciens chefs de l'Etat.

MM. Bozizé et Djotodia vivent tous deux en exil et sont poursuivis dans leur pays pour leurs liens présumés avec des rebelles armés.

Comme pour chacun des sept accords précédents, les 14 groupes armés signataires se sont engagés à "renoncer au recours aux armes" et à procéder à un cessez-le-feu immédiat.

Eux qui pour la plupart demandaient le départ de M. Touadéra doivent désormais "respecter la légitimité des institutions démocratiques" de Centrafrique.

Des patrouilles mixtes de militaires et de membres de groupes armés seront mises en place pour une "période initiale" de deux ans en vue de rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire.

Un gouvernement inclusif sera en outre nommé "immédiatement après signature de l'accord".

Les groupes armés ont longtemps réclamé qu'un Premier ministre issu de leurs rangs soit nommé, en tant que symbole d'un partage équitable du pouvoir, ce qui ne figure pas dans l'accord. Plusieurs hommes forts des groupes armés sont déjà soit ministres, soit conseillers à la présidence.

Ces groupes, qui ont placé 80% du territoire sous leur coupe, s'engagent à "mettre immédiatement et irrévocablement fin à toute obstruction au redéploiement des autorités". Un point important, car les principaux groupes armés ont à plusieurs reprises menacé de s'en prendre aux préfets et aux autorités locales redéployés dans les régions.

Et le gouvernement s'engage dans l'accord de paix à "faire adopter, sans délai, une nouvelle loi sur la décentralisation". Les questions d'un possible fédéralisme ou d'une décentralisation des pouvoirs sont au cœur des débats depuis plus de vingt ans en Centrafrique.

La Centrafrique, 4,5 millions d'habitants, est classée parmi les pays les plus pauvres du monde, malgré la richesse de son sous-sol en diamants, en or et en uranium. Les groupes armés s'y affrontent pour le contrôle de ces ressources. Ils s'opposent aux 12.000 soldats et policiers de la Mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) qui tentent en vain d'empêcher les violences.

Source : AFP

Angola : vague d'arrestations dans le milieu des indépendantistes cabindais

12 février 2019

En Angola, 62 membres du Mouvement indépendantiste du Cabinda ont été arrêtés ces deux dernières semaines. Le Cabinda est une province située à l'extrême nord du pays, coincée entre la République démocratique du Congo et le Congo-Brazzaville. Elle produit 60% du pétrole angolais et fait l'objet depuis son annexion par l'Angola en 1975 d'une lutte séparatiste.

Le Mouvement indépendantiste du Cabinda est un nouveau groupe séparatiste, créé en 2018. C'est à la veille d'une manifestation prévue le 1^{er} février que les policiers ont déclenché leur coup de filet.

Le Mouvement indépendantiste du Cabinda s'apprêtait à commémorer le traité de Simulambuco. Signé il y a 134 ans avec le Portugal, ce texte est la pierre angulaire de leur combat indépendantiste.

Mais dès le 28 janvier, la police arrête une trentaine de personnes, la plupart à leur domicile. Les membres du MIC arrêtés ont été mis en examen, accusés de « crimes d'association de malfaiteur et de rébellion ». Ce n'est pas la première fois que les militants de cette formation ont maille à partir avec la justice.

Source : RFI

Soudan du Sud : des milliers de civils fuient le regain de violences dans l'État d'Equatoria-Central

12 février 2019

En République démocratique du Congo (RDC), le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) constate, avec préoccupation, une hausse du nombre d'arrivées de réfugiés en provenance du Soudan du Sud.

« Ces derniers jours, des milliers de personnes désespérées ont traversé la frontière pour fuir les combats et la violence contre les civils », a déclaré ce mardi à Genève un porte-parole du HCR Babar Baloch.

Près de 5.000 réfugiés ont traversé la frontière vers la RDC pour fuir les combats et la violence contre les civils. Et quelques 8.000 personnes seraient déplacées à l'intérieur du Soudan du Sud.

« Les civils fuient les affrontements qui ont débuté le 19 janvier entre l'armée et l'un des groupes rebelles, le Front national du salut (NAS) dans l'Equatoria-Central, une région au Soudan du Sud qui est frontalière avec la RDC et l'Ouganda », a ajouté M. Baloch. Ces affrontements « bloquent l'accès humanitaire » aux zones affectées par les combats.

En RDC, les personnes fuyant la violence sont arrivées à pied ce week-end. La plupart d'entre elles sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. Certains de ces réfugiés souffrent du paludisme ou d'autres maladies.

« Beaucoup sont traumatisés d'avoir été témoins d'incidents violents, notamment des civils assassinés et violés par des hommes armés ou des villages pillés », fait valoir le porte-parole de l'agence onusienne. Le HCR a envoyé du personnel supplémentaire en Ituri pour enregistrer les réfugiés et aider à leur possible transfert.

Cependant, l'agence a besoin de fonds pour monter des abris et fournir de l'aide - notamment de la nourriture, de l'eau et des services médicaux – dans le camp de réfugiés le plus proche, Biringi, située plus au sud et accueillant déjà plus de 6.000 réfugiés sud-soudanais. Le conflit au Soudan du Sud a généré plus de 2,2 millions de réfugiés depuis 2013.

Source : ONU

Madagascar : arrestation de Mbola Rajaonah, homme d'affaires en vue

14 février 2019

À Madagascar, l'opérateur économique Mbola Rajaonah, détenteur du groupe de média RLM, président directeur général de la Société de transit « Tafaray » et ancien conseiller proche de l'ex-président Hery Rajaonarimampianina, a été arrêté hier mercredi par la brigade criminelle à Antananarivo.

L'homme était dans le viseur du Bianco, le Bureau indépendant anti-corruption, depuis quelques mois. Interdiction de sortie du territoire, perquisition à son domicile et à son bureau, audiences auxquelles il ne se rend pas : le directeur du Bianco a seulement indiqué en décembre que les enquêteurs avaient des charges contre lui, sans préciser quelles affaires de corruption.

Pourtant ce n'est pas l'institution qui est à l'origine de l'arrestation de Mbola Rajaonah hier. Ce qui pose la question des charges retenues contre lui. La Brigade Criminelle n'a pas souhaité diffuser les motifs de la garde à vue.

Cette arrestation fait suite à celle d'Eddy Mamirinaina, la veille : un trafiquant de bois de rose en cavale depuis septembre 2017. Il fait l'objet d'un avis de recherche de la part du Bianco et d'un mandat d'arrêt du Tribunal spécial contre le trafic de bois précieux.

Source : RFI

Terrorisme islamiste au Kenya : Mombasa, un foyer pas totalement apaisé

14 février 2019

Deux mois après l'attaque terroriste contre le complexe hôtelier Dusit à Nairobi, l'enquête se poursuit. L'opération revendiquée par les islamistes shebabs, qui avait fait 21 morts, était la première du genre dans la capitale depuis cinq ans.

L'opération avait commencé par un attentat-suicide commis par Mahir Khalid Riziki, un Kenyan de 25 ans originaire de Mombasa, la grande ville de la côte où la lutte contre la radicalisation avait pourtant porté ses fruits ces dernières années.

Il y a encore quelques années, la zone de Mombasa était un haut lieu de l'islamisme au Kenya. Mais pour Johnston Okasida Ipara, chef de la police du comté, la situation s'est améliorée. Mis sous pression à Mombasa, les shebabs recrutent dans d'autres régions désormais.

Mais le phénomène n'a pas disparu de la côte comme l'explique Sheikhalfani Ali, secrétaire régional du Conseil suprême des musulmans. « Le phénomène n'est pas visible comme avant. C'est beaucoup plus secret. Maintenant le recrutement se fait plus en ligne. Et nous devons apprendre à nos imams, nos chefs religieux à utiliser internet, les réseaux sociaux. »

Source : RFI

Le chef du HCR appelle à davantage de soutien international pour la Tanzanie

8 février 2019

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a conclu vendredi une visite de quatre jours en Tanzanie par un appel à davantage d'investissements dans les régions du nord-ouest où sont hébergés quelque 330 000 réfugiés.

Citant la Tanzanie comme « l'un des plus importants pays d'asile de réfugiés en Afrique », M. Grandi a exprimé sa satisfaction devant les assurances du gouvernement selon lesquelles le pays continuerait à être accueillant envers les réfugiés.

Filippo Grandi s'est engagé à mobiliser davantage de soutien pour les efforts humanitaires et pour le développement de la communauté d'accueil, l'amélioration de la sécurité des camps et les projets environnementaux, tels que les sources d'énergie offrant une alternative au bois de chauffage.

M. Grandi et le président tanzanien ont discuté de l'idée de créer un cadre régional pour améliorer les conditions de vie et trouver des solutions aux réfugiés burundais et congolais. M. Grandi a souligné que le retour durable des réfugiés se produit lorsqu'ils se sentent confiants de pouvoir rentrer chez eux en toute sécurité et de recevoir le soutien nécessaire pour le faire.

Au cours des deux dernières années, 57.865 réfugiés du Burundi ont été assistés pour rentrer volontairement depuis la Tanzanie. Cependant, certains réfugiés ont déclaré que les pressions

perçues par les représentants du gouvernement, associées aux restrictions imposées à la liberté de circulation et à l'accès aux moyens de subsistance, avaient influencé leur décision de rentrer.

« Les conditions sont encore incertaines en République démocratique du Congo et au Burundi », a déclaré M. Grandi à l'issue de sa visite au camp de réfugiés de Nyarugusu à Kasulu, soulignant que certains réfugiés se sont néanmoins portés volontaires pour rentrer chez eux et bénéficient du soutien du HCR.

M. Grandi a appelé à un soutien international accru pour que les réfugiés qui rentrent volontairement puissent réintégrer avec succès leur pays d'origine. M. Grandi a souligné que la Tanzanie était un pays stable dans une région en crise et a félicité le pays pour son rôle de pacificateur régional, exhortant les dirigeants tanzaniens à poursuivre leurs efforts de paix.

74% des réfugiés et demandeurs d'asile tanzaniens viennent du Burundi et les 26% restants viennent de RDC.

La grande majorité vit dans des camps proches des zones frontalières et nombre d'entre eux y sont depuis des décennies.

Source : ONU

Zimbabwe : la résurrection du "train de la liberté", rare "success story"

10 février 2019

Il se faufile entre les townships et les champs de maïs en sifflant, au soleil levant. Les chemins de fer du Zimbabwe viennent de relancer un train de banlieue, fiable et bon marché. Une révolution dans un pays étranglé par une crise sans fin.

Chaque matin à l'aube, des écoliers en uniforme et des employés encore ensommeillés marchent le long de la voie ferrée jusqu'à la "gare" de Cowdray Park, à 20 kilomètres de Bulawayo, la deuxième ville du pays.

Ici, il n'y a ni quai, ni gare à proprement parler. Un vieux wagon posé dans un champ fait simplement office de billetterie.

Après une interruption de service de treize ans, la ligne Cowdray Park - Bulawayo vient d'être remise en service en novembre, avec un aller-retour quotidien.

A l'image de l'économie du Zimbabwe, le réseau ferroviaire du pays a été laissé à l'abandon et démantelé pendant les dernières années du long règne de Robert Mugabe (1980-2017), qui a plongé le pays dans un marasme sans fin.

Son successeur Emmerson Mnangagwa s'est donné comme priorité de relancer l'économie. Une mission qui, à ses yeux, passe aussi par le train. Une première ligne de banlieue a donc été rénovée. L'une des rares "success stories" d'un Zimbabwe qui a replongé depuis des mois dans les pénuries en tout genre (carburant, huile, médicaments...).

L'inflation annuelle est de 42% et les prix de l'essence ont été récemment doublés, ce qui a provoqué en janvier une fronde populaire violemment réprimée.

Il faudrait encore 10 millions de dollars pour remettre sur les rails les quatre autres lignes de train de banlieue du pays. Mais l'argent manque, les caisses de l'Etat sont désespérément vides.

Source : AFP

Algérie : Bouteflika candidat, les jeux sont faits, constatent les médias

11 février 2019

Avec l'officialisation de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à la présidentielle, les jeux sont faits, estiment les médias locaux. Mais si la plupart en restent à ce constat, certains ne masquent pas leur "peur" d'un mandat "de trop" face à la "soif de changement" des Algériens.

Après des mois de spéculations autour de ses intentions, M. Bouteflika a annoncé dimanche sa candidature à un cinquième mandat dans un "message à la Nation" diffusée par l'agence officielle APS.

Âgé de 81 ans et au pouvoir depuis deux décennies, le chef de l'Etat est cloué dans un fauteuil roulant depuis un accident vasculaire cérébral (AVC) en 2013 qui a également affecté son éloquence.

Dans son message, Abdelaziz Bouteflika, dont la réélection en 2014 avait déjà suscité la perplexité, rappelle le bilan de ses quatre mandats écoulés. Il admet des forces physiques amoindries et annonce une "Conférence nationale" ouverte à l'opposition et destinée à accoucher de réformes institutionnelles, économiques et sociales.

Source : AFP

DROITS DE L'HOMME / SANTE / BIODIVERSITE / ECONOMIE

Plus d'enfants meurent dans les pays en guerre que de combattants

15 février 2019

Selon un rapport de l'ONG Save the Children publié ce vendredi en Allemagne, plus de 100.000 bébés meurent chaque année des suites d'un conflit armé dans le monde.

En 2017, 18% de tous les enfants du monde - 420 millions - vivaient dans des zones touchées par des conflits.

Les enfants meurent de la faim, du manque d'hygiène ou d'accès aux soins de santé, ou encore par refus d'aide.

Le nombre des morts passe même à 870.000 si on inclut tous les enfants de moins de cinq ans, estime l'organisation qui précise que ce drame est peut-être sous-évalué.

En comparaison, environ 175.000 combattants auraient péri sur la même période dans les pays étudiés : Afghanistan, Yémen, Soudan du Sud, République centrafricaine, République démocratique du Congo (RDC), Syrie, Irak, Mali, Nigeria et Somalie.

« Chaque jour, des enfants sont attaqués parce que des groupes armés et des forces militaires ne respectent pas les lois et les traités internationaux. De l'utilisation d'armes chimiques au viol comme arme de guerre, les crimes de guerre sont commis en toute impunité », s'alarme Helle Thorning-Schmidt, une représentante de Save the Children.

Source : LeFigaro, avec AFP

Enfants soldats : l'ONU et l'UE unies pour mettre fin à ce fléau

12 février 2019

Les Nations Unies et l'Union européenne (UE) ont réitéré mardi leur engagement à œuvrer de concert afin de mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats et appuyer efficacement la réintégration de ces derniers à la vie civile.

En Ouganda, dans l'est de la République démocratique du Congo, en République centrafricaine, au Soudan ou en Syrie, l'UE a ainsi fourni une assistance aux enfants dans le besoin en réinsérant des enfants associés à des forces et groupes armés dans des familles ou en prenant en charge leur retour à l'école.

En Mauritanie, l'UE appuie l'ONU afin qu'elle offre aux anciens enfants soldats maliens réfugiés un soutien psychosocial, une insertion dans le système éducatif et une réintégration socioéconomique.

En Colombie, des centaines de mineurs affectés par le conflit armé et les groupes armés ont été identifiés afin qu'ils puissent bénéficier d'une aide à la réintégration. Au Soudan, un projet sur la libération et la réintégration des enfants soutient la mise en œuvre du plan d'action visant à mettre un terme au recrutement de mineurs.

L'éducation est essentielle pour empêcher l'utilisation d'enfants dans les conflits et dans les efforts de réinsertion. L'ONU et l'UE estiment que les enfants soldats doivent pouvoir bénéficier en priorité d'aides à la réintégration dans le système scolaire.

À cette fin, l'UE souhaite augmenter le financement consacré à l'éducation dans les situations d'urgence à hauteur de 10% de son budget d'aide humanitaire à compter de cette année. Bruxelles souhaite également scolariser les enfants coincés dans des crises humanitaires dans les trois mois.

Source : ONU

Forte augmentation des cas de rougeole dans le monde l'année dernière (OMS)

14 février 2019

Le nombre total de cas de rougeole signalés dans le monde en 2018 devrait être bien supérieur à celui enregistré en 2017, a annoncé jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette augmentation du nombre de cas de rougeole n'épargne aucune région du monde, souligne l'OMS.

Selon les dernières données dont dispose l'agence onusienne, mi-janvier 2019, 229.068 cas de rougeole ont été recensés pour l'année 2018, soit près du double du nombre de cas recensés en 2017, un an auparavant à la même date.

Ce chiffre pour 2018 est toutefois préliminaire en raison des retards des signalements de cas de rougeoles à l'OMS et des épidémies qui ont été éclatés à la fin de l'année 2018. « Nous nous attendons à ce que ces chiffres augmentent, comme ils l'ont fait les années précédentes », a indiqué l'agence.

Selon ces données provisoires, les régions les plus touchées par la rougeole en 2018 étaient l'Europe et l'Asie du Sud-Est.

L'Afrique arrive en troisième position.

Source : ONU

Les mauvaises conditions de travail sont le principal problème mondial de l'emploi, selon l'OIT

13 février 2019

La mauvaise qualité de l'emploi est le problème majeur auquel sont confrontés les marchés mondiaux du travail, des millions de personnes étant contraintes d'accepter de travailler dans de mauvaises conditions, avertit un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Les données recueillies pour le rapport [*Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2019*](#) montrent que la majorité des 3,3 milliards de personnes qui occupaient un emploi en 2018 déplorent l'absence de sécurité économique, de bien-être matériel et d'égalité de chances.

Qui plus est, les progrès réalisés pour réduire le chômage à l'échelle de la planète ne sont pas synonymes d'amélioration de la qualité de l'emploi.

Ce rapport relève qu'un certain nombre de déficits majeurs en matière de travail décent perdurent, et tire la sonnette d'alarme.

« Avoir un emploi ne garantit pas toujours un mode de vie décent », déclare Damian Grimshaw, Directeur du Département de la recherche de l'OIT. « La preuve : 700 millions de personnes vivent dans une situation d'extrême pauvreté ou de pauvreté modérée, bien qu'elles aient un emploi ».

Parmi les problèmes mis en évidence figure l'absence de progrès accomplis pour réduire l'écart entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes. Le taux d'activité des femmes n'est que de 48%, contre 75% pour celui des hommes.

Un autre problème vient du fait que l'emploi informel est toujours aussi répandu, avec un chiffre effarant de 2 milliards de travailleurs – soit 61% de la main-d'œuvre mondiale – classés dans cette catégorie.

Autre préoccupation : plus de 20% des jeunes (âgés de moins de 25 ans) sont non scolarisés ou sans emploi ni formation, ce qui compromet leurs perspectives d'emploi à l'avenir. Mais le rapport annuel met aussi en évidence quelques poches de progrès.

Si l'économie mondiale réussissait à éviter une récession majeure, le chômage pourrait continuer de baisser dans de nombreux pays. On a également constaté un fort recul du nombre de travailleurs pauvres au cours des 30 dernières années, en particulier dans les pays à moyen revenu, ainsi qu'un accroissement du nombre de personnes scolarisées ou en formation.

Afrique

La population active devrait progresser de plus de 14 millions par an. Les taux de croissance économique jusqu'en 2020 seront probablement trop faibles pour créer suffisamment d'emplois de qualité pour cette population active qui s'accroît rapidement.

Amérique du Nord

Le chômage devrait atteindre son niveau le plus bas, avec un taux de 4,1% en 2019.

La croissance de l'emploi et l'activité économique devraient toutes deux commencer à diminuer en 2020.

Amérique latine et Caraïbes

L'informalité et la mauvaise qualité de l'emploi demeurent très répandues dans tous les types d'emplois.

Etats arabes

Les travailleurs migrants représentent 41% de l'ensemble de la main-d'œuvre de la région.

Le taux de chômage des femmes, qui s'élève à 15,6%, est trois fois plus élevé que celui des hommes.

Asie et Pacifique

La croissance économique se poursuit, bien qu'à un rythme plus lent qu'au cours des années précédentes.

La transformation structurelle entraîne l'exode agricole, ce qui ne signifie pas pour autant que la qualité de l'emploi s'améliore significativement ; une large part de travailleurs ne connaissent ni la sécurité de l'emploi, ni les contrats écrits, ni la stabilité de revenu.

Europe et Asie centrale

Dans les pays du Nord, du Sud et de l'Ouest de l'Europe, le chômage est à son niveau le plus bas depuis dix ans, et il devrait continuer de reculer jusqu'en 2020.

L'informalité reste très répandue, avec un taux de 43%, en Asie centrale et en Asie de l'Ouest. Les travailleurs pauvres, les emplois de qualité médiocre et les inégalités persistantes sur le marché du travail restent très préoccupants.

Source : ONU

Les insectes, un déclin mondial sans précédent

11 février 2019

Près de la moitié des espèces d'insectes, essentiels aux écosystèmes comme aux économies, sont en déclin rapide dans le monde entier, alerte une étude qui met en garde contre un "effondrement catastrophique" des milieux naturels.

"La conclusion est claire : à moins que nous ne changions nos façons de produire nos aliments, les insectes auront pris le chemin de l'extinction en quelques décennies", soulignent les auteurs de ce bilan "effrayant", synthèse de 73 études, qui pointe en particulier le rôle de l'agriculture intensive.

Aujourd'hui, environ un tiers des espèces sont menacées d'extinction "et chaque année environ 1% supplémentaire s'ajoute à la liste", ont calculé Francisco Sanchez-Bayo et Kris Wyckhuys, des universités de Sydney et du Queensland.

Ce qui équivaut, notent-ils, "au plus massif épisode d'extinction" depuis la disparition des dinosaures.

"La proportion d'espèces d'insectes en déclin (41%) est deux fois plus élevée que celle des vertébrés et le rythme d'extinction des espèces locales (10%) huit fois plus," soulignent-ils.

Exemple de service vital rendu par les insectes, et sans doute le plus connu, la pollinisation des cultures.

A l'inverse, exemple d'impact de leur disparition sur toute la chaîne alimentaire : le déclin "vertigineux" des oiseaux des campagnes révélé en France en 2018.

Selon une étude parue fin 2017, l'Europe aurait perdu près de 80% de ses insectes en moins de 30 ans, contribuant à faire disparaître plus de 400 millions d'oiseaux.

Oiseaux, mais aussi hérissons, lézards, amphibiens, poissons... tous dépendent de cette nourriture.

A l'origine de cette chute des insectes, les chercheurs australiens désignent la perte de leur habitat (urbanisation, déforestation, conversion agricole) et le recours aux pesticides et engrais de synthèse, au cœur de l'intensification des pratiques agricoles ces soixante dernières années.

A ces raisons s'ajoutent les agents pathogènes (virus, parasites), les espèces invasives et enfin le changement climatique.

Parmi les plus affectés, les papillons, les abeilles, guêpes, fourmis, frelons... et les coléoptères (scarabées, coccinelles).

Quelque 60% des espèces de bousiers sont ainsi sur le déclin dans le bassin méditerranéen. Et une espèce d'abeilles sur six a disparu au niveau régional, dans le monde.

Les insectes aquatiques ne sont pas épargnés, qu'il s'agisse des libellules ou des éphémères.

"Restaurer les habitats, repenser les pratiques agricoles, avec en particulier un frein sérieux à l'usage de pesticides et leur substitution par des pratiques plus durables, s'imposent urgemment", soulignent les auteurs du rapport, qui appellent aussi à assainir les eaux polluées, en ville comme en milieu rural.

Source : AFP

Le pape appelle à lutter contre le trafic d'êtres humains

10 février 2019

Le pape a appelé dimanche les gouvernements du monde entier à lutter contre le "fléau" du trafic des êtres humains et à protéger les millions de victimes de l'esclavage moderne.

François s'est adressé à des dizaines de milliers de fidèles rassemblés à Rome, deux jours après la Journée mondiale de prière et d'action de l'Église catholique contre le trafic des êtres humains.

"Je m'adresse particulièrement aux gouvernements pour qu'ils luttent efficacement contre les causes de ce fléau et qu'ils protègent les victimes", a-t-il déclaré.

Près de 46 millions de personnes seraient victimes de formes d'esclavage moderne dans le monde, selon le groupe de défense des droits de l'Homme Walk Free Foundation.

Source : Reuters

Les exportateurs de pétrole pas encore remis du choc de 2014, selon le FMI

10 février 2019

Les pays exportateurs de pétrole ne se sont pas encore totalement remis du spectaculaire choc pétrolier de 2014, a déclaré samedi la directrice du Fonds monétaire international (FMI), et doivent donc se garder de financer des projets trop ambitieux.

"Avec la baisse des recettes, les déficits publics ne diminuent que lentement, en dépit des réformes significatives", a dit Christine Lagarde lors d'une conférence à Dubai.

"Cela a conduit à une forte hausse de la dette publique", a-t-elle ajouté.

Selon Christine Lagarde, l'incertitude qui entoure les perspectives de croissance des exportateurs de pétrole s'est aussi traduite par une accélération dans certains pays de la transition vers les énergies renouvelables au cours des décennies passées, en ligne avec les préconisations de l'accord de Paris sur le changement climatique.

Il reste cependant au Moyen-Orient, où "le court-termisme et le déficit de crédibilité" constituent des points faibles, une marge pour améliorer les structures budgétaires, a-t-elle ajouté.

Elle a ainsi mis en garde contre la tentation des gouvernements de la région de favoriser des projets trop ambitieux, au lieu d'investir dans les ressources humaines et le potentiel productif. L'Arabie saoudite compte par exemple donner son feu vert à trois mégaprojets, dont NEOM, une zone économique de 500 milliards de dollars.

Selon Christine Lagarde, il est fréquent que les fonds souverains financent directement des projets, échappant ainsi aux processus budgétaires normaux. Elle préconise à la place de suivre l'exemple de pays riches en ressources naturelles comme le Chili ou la Norvège.

Ceux-ci appliquent les règles budgétaires communes pour protéger leurs priorités politiques, comme les dépenses sociales, de la volatilité des cours des matières. Par ailleurs, si la croissance a redémarré chez les pays pétroliers du Moyen-Orient, elle reste bien inférieure à son niveau d'avant la dernière crise financière mondiale, a ajouté la directrice.

Source : Reuters

EURASIE

Un nid d'espions autour de la Commission européenne à Bruxelles

10 février 2019

Il y aurait des centaines d'espions à Bruxelles, selon le quotidien allemand *Die Welt*. Les diplomates européens ont été mis en garde.

Ils ne seraient pas moins de 250 espions chinois et 200 espions russes, selon le service de sécurité interne des affaires étrangères de l'Union européenne.

Les services secrets chinois et russes placeraient leurs agents dans les ambassades et les entreprises de leur pays ayant une représentation à Bruxelles.

En plus des Chinois et Russes, les espions américains et marocains seraient aussi particulièrement actifs dans la capitale.

Source : RFI

L'UE se dote d'un dispositif de surveillance des investissements étrangers

14 février 2019

C'est une législation que la France et l'Allemagne réclamaient depuis longtemps : le Parlement européen a donné son feu vert pour mettre en place un cadre européen de contrôle des investissements étrangers dans l'UE. Ce texte est destiné à répondre à l'inquiétude des Etats membres face aux acquisitions étrangères, notamment chinoises, qui se sont multipliées.

A un moment où les activités de Huawei, le géant chinois des télécommunications inquiètent plusieurs pays européens, ce système de filtrage va dans le bon sens, estime la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström.

Le texte invite les Etats à fournir des informations sur un investissement étranger à venir, si « *l'ordre ou la sécurité publiques sont concernés* ». La décision finale d'investir ou non reste du ressort de l'Etat. Parmi les secteurs concernés : l'intelligence artificielle, la robotique, les télécommunications, l'énergie, les médias, l'eau, la santé ou encore la sécurité alimentaire.

Source : RFI

Strasbourg approuve l'accord de libre-échange UE-Singapour

13 février 2019

Le Parlement européen a donné mercredi son feu vert au traité de libre-échange avec Singapour, le premier signé entre l'Union européenne et un membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean).

Importante place financière en Asie et pays le plus développé de l'Asean, Singapour est également le premier partenaire de l'UE en son sein avec un tiers des échanges réalisés entre les deux organisations.

La quasi-totalité des droits de douane étant déjà levés, l'accord porte principalement sur les barrières non tarifaires telles que la reconnaissance des normes, labels, indications géographiques protégées, l'accès aux marchés publics et le respect de normes sociales et environnementales.

Une partie de la gauche a refusé d'approuver le traité en jugeant insuffisantes les garanties apportées dans ces deux domaines, Singapour n'étant notamment pas signataire de trois conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) concernant la discrimination, le droit d'organisation et l'interdiction du travail forcé.

Source : Reuters

Argent sale : l'UE épingle l'Arabie saoudite et le Panama

13 février 2019

La Commission européenne a ajouté entre autres l'Arabie saoudite, le Panama et le Nigeria à sa liste noire des pays dont les dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont jugés insuffisants.

L'initiative avait été approuvée en janvier, en dépit des réserves de plusieurs Etats membres, dont la Grande-Bretagne, qui craignent qu'elle n'affecte leurs relations commerciales, en particulier avec Ryad.

Les Etats membres de l'UE disposent désormais d'un mois pour approuver la liste, mais le délai est extensible à deux mois. Elle peut être rejetée à la majorité qualifiée.

L'Allemagne a déjà fait savoir qu'elle approuvait l'allongement de la liste noire proposé par la Commission, mais pas spécifiquement l'ajout de l'Arabie saoudite

Le service de presse du gouvernement saoudien s'est refusé à tout commentaire. Le Panama assure quant à lui qu'il disparaîtra prochainement de la liste noire du fait des mesures de lutte contre le blanchiment qu'il a adoptées récemment.

Outre le préjudice en termes d'image, l'inscription sur la liste contraint les banques et les instances soumises aux règles de l'UE à procéder à des contrôles renforcés des opérations financières impliquant des pays qui y sont inscrits, ce qui complique les transactions avec les Vingt-Huit.

La liste, sur laquelle figuraient jusqu'ici 16 Etats et entités juridiques, en compte désormais 23. En plus de l'Arabie, du Panama et du Nigeria, la Libye, le Botswana, le Ghana, les Samoa, les Bahamas et quatre territoires rattachés aux Etats-Unis (Samoa américaines, Îles Vierges américaines, Porto Rico et Guam) y ont été ajoutés.

Bosnie-Herzégovine, Guyana, Laos, Ouganda et Vanuatu ont en revanche été rayés.

Les autres Etats mentionnés sont l'Afghanistan, la Corée du Nord, l'Ethiopie, l'Iran, l'Irak, le Pakistan, le Sri Lanka, la Syrie, Trinité-et-Tobago, la Tunisie et le Yémen.

Cinq des pays énumérés figurent également sur la liste européenne des paradis fiscaux de l'UE : Samoa, Trinité-et-Tobago et les trois territoires US des Samoa, de Guam et des Îles Vierges.

L'absence de plusieurs pays impliqués dans des scandales de blanchiment d'argent a suscité de vives réactions.

"Certaines des plus grandes machines à laver l'argent sale manquent toujours à l'appel : Russie, Londres et ses territoires offshores, Azerbaïdjan", a déploré le député écologiste Sven Giegold, membre de la commission spéciale du Parlement européen sur la criminalité financière.

Source : Reuters

Le HCR et l'UNICEF demandent des mesures urgentes pour mettre fin à l'apatridie des enfants en Europe

14 février 2019

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, et l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ont demandé jeudi aux États et aux organisations régionales de prendre des mesures urgentes pour faire en sorte qu'aucun enfant ne naisse ou ne reste apatride en Europe.

Bien qu'il n'existe aucune statistique spécifique concernant les enfants apatrides, on estime que plus d'un demi-million de personnes sont apatrides en Europe, précise les deux agences onusiennes.

Le nombre total d'enfants demandeurs d'asile en Europe a augmenté depuis 2010, avec des pics en 2015 et 2016, tout comme le nombre d'enfants identifiés comme « apatrides ». En 2017, environ 2.100 enfants ont été enregistrés comme étant « apatrides », ce qui représente une augmentation de quatre fois par rapport au chiffre de 2010.

Les enfants qui n'ont pas de nationalité ne disposent que d'un accès limité aux droits et aux services fondamentaux tels que l'éducation et les soins de santé, et ils peuvent être confrontés à des discriminations durant toute leur vie.

L'absence de documents officiels peut exposer les enfants à de la violence, de la maltraitance et à la traite des êtres humains, et ils risquent, ainsi que leurs familles, d'être arrêtés et placés en détention.

Pour mieux lutter contre l'apatridie des enfants en Europe, l'UNICEF et le HCR proposent une série de solutions peu coûteuses, efficaces et durables, notamment :

- Veiller à ce que chaque enfant apatride réfugié ou migrant soit correctement identifié et protégé à son arrivée en Europe.
- Simplifier les procédures pour permettre aux enfants apatrides d'acquérir une nationalité dès que possible.
- Adopter ou modifier la législation pour y inclure des garanties accordant la nationalité à tous les enfants nés dans un pays qui, autrement, seraient apatrides.

Source : ONU

France : des experts de l'ONU dénoncent des restrictions graves aux droits des manifestants « gilets jaunes »

14 février 2019

Le droit de manifester en France a été restreint de manière disproportionnée lors des manifestations récentes des « gilets jaunes » et les autorités devraient repenser leurs politiques en matière de maintien de l'ordre pour garantir l'exercice des libertés, selon un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies.

« Depuis le début du mouvement de contestation en novembre 2018, nous avons reçu des allégations graves d'usage excessif de la force. Plus de 1.700 personnes auraient été blessées à la suite des manifestations dans tout le pays », ont déclaré ces experts.

Selon eux, « les restrictions imposées aux droits ont également entraîné un nombre élevé d'interpellations et de gardes à vue, des fouilles et confiscations de matériel de manifestants, ainsi que des blessures graves causées par un usage disproportionné d'armes dites 'non-létales' telles que les grenades et les lanceurs de balles de défense ou flashballs ».

« Garantir l'ordre public et la sécurité dans le cadre de mesures de gestion de foule ou d'encadrement des manifestations implique la nécessité de respecter et de protéger les manifestants qui se rendent pacifiquement à une manifestation pour s'exprimer », ont souligné les experts.

« Nous sommes conscients du fait que certaines manifestations sont devenues violentes et ont entraîné des débordements, mais nous craignons que la réponse disproportionnée à ces excès puisse dissuader la population de continuer à exercer ses libertés fondamentales.

Il est très inquiétant de constater qu'après des semaines de manifestations, les restrictions et tactiques de gestion des rassemblements et du recours à la force ne se sont pas améliorées », ont-ils ajouté.

De plus, les experts ont exprimé leurs vives préoccupations quant à une proposition de loi visant prétendument à prévenir les violences lors de manifestations et à sanctionner leurs auteurs, dont certaines dispositions ne seraient, selon eux, pas conformes avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel la France est partie.

Ils ont encouragé « la France à repenser ses politiques en matière de maintien de l'ordre et encourageons les autorités françaises à ouvrir des voies de dialogue afin d'atténuer le niveau de tension et de reconnaître le rôle important et légitime que les mouvements sociaux jouent dans la gouvernance ».

Source : ONU

France : statistiques lourdes depuis le début du mouvement des « gilets jaunes »

14 février 2019

Le ministre de l'Intérieur s'est exprimé lors de la remise de la cagnotte lancée par le président LR de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Renaud Muselier, en faveur des forces de l'ordre blessées lors des manifestations.

Environ 8 400 personnes ont été interpellées depuis le début des « gilets jaunes » le 17 novembre et 7500 gardées à vue, selon le ministre de l'Intérieur.

Christophe Castaner a également affirmé que près de 1300 policiers, gendarmes et pompiers ont été blessés depuis le début du mouvement.

Source : France Info

La France a reçu une demande d'extradition d'un activiste italien

12 février 2019

Le ministère français de la Justice a annoncé lundi soir avoir reçu de la part du gouvernement italien une demande officielle d'extradition d'un militant d'extrême gauche des "années de plomb" qui s'est réfugié en France.

Cette question a ressurgi le mois dernier après la capture en Bolivie puis l'extradition de Cesare Battisti, symbole du militantisme des "années de plomb" italiennes, qui a longtemps vécu en France, hors de portée de la justice transalpine.

Dans la foulée, le ministre italien de l'Intérieur et dirigeant d'extrême droite, Matteo Salvini, a demandé à la France de lui livrer d'autres ex-activistes.

"A ce jour, les échanges entre les ministères de la justice français et italien portent sur une quinzaine de dossiers", a déclaré lundi soir à Reuters le porte-parole de la chancellerie.

De nombreux activistes de l'extrême gauche italienne ayant rompu avec leur engagement ont trouvé refuge en France à la faveur de la "doctrine Mitterrand", définie dans les années 1980 par le président français de l'époque.

Dans les années 2000, le gouvernement français a engagé un dialogue avec les autorités italiennes sur le sujet. C'est dans ce cadre que nombre de demandes d'extradition présentées par l'Italie concernant notamment d'ex-membres des Brigades rouges ont été réexaminées, notamment les situations concernant les faits les plus graves.

Source : Reuters

Crise franco-italienne : l'ambassadeur de France repart "aujourd'hui" à Rome

15 février 2019

L'ambassadeur de France en Italie, rappelé à Paris après une série d'attaques de responsables italiens contre le président Emmanuel Macron, sera de retour vendredi à Rome, a annoncé la ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau.

Les deux figures de proue du gouvernement populiste italien, le vice-Premier ministre Luigi Di Maio et le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, ont multiplié ces dernières semaines les affronts à l'égard de l'exécutif français, appelant même à la démission du président Macron.

La rencontre de Luigi Di Maio le 5 février en France avec des "gilets jaunes", mouvement social qui secoue l'exécutif français - il avait alors lancé que le "vent du changement" souffle des deux côtés des Alpes - avait fait déborder le vase.

Source : RFI

Berlinale : Roberto Saviano affirme qu'il "ne se laissera pas intimider" par Salvini

12 février 2019

L'écrivain italien anti-mafia Roberto Saviano, soulignant qu'il se passait "des choses très graves en Italie", a affirmé mardi qu'il "ne se laisserait pas intimider" par le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini qui a menacé de lui retirer son escorte policière.

"Je ne me laisserai pas intimider par les menaces que fait systématiquement le ministre de l'Intérieur italien", a déclaré Roberto Saviano, qui s'exprimait lors de la conférence de presse du film "La Paranza dei bambini" ("Piranhas") de Claudio Giovannesi, sur les gangs de jeunes à Naples. En compétition au festival de Berlin, ce film est adapté de l'un de ses livres.

M. Salvini, qui est aussi le patron de la Ligue (extrême droite), avait indiqué en juin qu'il serait utile d'évaluer si Roberto Saviano, auteur du livre "Gomorra" sur la mafia napolitaine, avait encore besoin d'une protection policière. Celle-ci lui a été accordée en 2006 après la sortie de "Gomorra" et les menaces de mort d'un clan de la Camorra, la mafia napolitaine.

"Il faut essayer de comprendre ce qui se passe aussi en ce moment en Italie. Il y a des choses très graves qui se passent", a souligné Roberto Saviano à Berlin. "On a enlevé aussi la protection à un autre journaliste, Sandro Ruotolo. Et moi je me suis engagé, et beaucoup d'autres aussi se sont engagés pour que ce journaliste soit à nouveau protégé, et c'est ce qui a été fait".

"Il y a des dizaines de journalistes qui sont sous protection en Italie et en Europe (...) L'Europe n'est plus un territoire sûr pour ceux qui décrivent ce qui se passe". Roberto Saviano est très critique contre le chef de file de l'extrême droite et sa politique migratoire.

Source : AFP

Italie : nette victoire de la Ligue dans une élection régionale ; le M5S s'effondre

11 février 2019

La Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini a remporté une nette victoire dimanche lors d'une élection régionale en Italie, considérée comme un test avant les élections européennes du printemps, selon des résultats publiés lundi.

La Ligue, qui gouverne à Rome avec le Mouvement Cinq Etoiles (M5S, antisystème) mais qui a fait campagne contre eux dans les Abruzzes (centre), a remporté à elle seule 28% des voix soit le double de son résultat aux législatives en mars 2018.

En revanche, le M5S, premier parti d'Italie après ces législatives avec 32%, n'a obtenu que 19%. Le M5S est en perte de vitesse depuis la formation du premier gouvernement populiste dans un pays fondateur de l'Union européenne en juin.

Il cède régulièrement du terrain face à la Ligue avec qui il a signé un "contrat de gouvernement" à l'issue des législatives. Les deux partis ont toutefois décidé de conserver leur indépendance pour d'autres élections et la Ligue était alliée dimanche, comme en mars dernier, avec Forza Italia de Silvio Berlusconi, pourtant dans l'opposition.

Cette coalition de droite, qui comprend également un autre petit parti d'extrême droite, Fratelli d'Italia (Frères d'Italie) a réalisé dimanche 48% des voix. Ce vote dimanche était considérée comme un test grandeur nature du rapport de forces au sein de la coalition.

Fort de ce succès, s'il devait être confirmé aux élections européennes, Matteo Salvini, pourrait être tenté de se séparer de son allié du M5S et obtenir de nouvelles élections, selon les commentateurs.

Source : AFP

Contre le gouvernement italien, des centaines de milliers de manifestants à Rome

9 février 2019

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ce samedi 9 février à Rome à l'appel des principaux syndicats italiens. Ces derniers demandent une vraie politique de croissance et du respect de la part du gouvernement populiste.

Les syndicats ont organisé les transports dans tout le pays pour permettre aux manifestants de converger facilement vers la capitale, à savoir 12 trains spéciaux, 1300 bus, des ferries et des vols low-cost. La mobilisation s'est déroulée dans une ambiance bon enfant.

Les manifestants ont réclamé un plan massif d'investissements publics et privés afin de créer de l'emploi et être plus compétitif à l'échelle globale. Pour les syndicats, le plan d'investissements annoncé par le gouvernement est trop timide, la réforme des retraites trop limitée et le "revenu de citoyenneté" une mesure hybride.

"Les mesures du gouvernement ne créeront pas d'emploi. L'Italie a besoin d'investissement dans les infrastructures, la recherche, l'innovation afin de pouvoir être compétitive sur le marché global et ainsi donner du travail à tout le monde" explique Francesca, chercheuse.

Source : Le HuffPost avec AFP

Le ministre britannique du Brexit à Bruxelles avant Theresa May

15 février 2019

Stephen Barclay, le ministre britannique chargé du Brexit, va rencontrer ce vendredi les 27 ambassadeurs des autres Etats membres, a-t-on appris auprès d'une porte-parole de la Première ministre Theresa May.

La priorité du gouvernement britannique reste d'obtenir une modification de la clause de sauvegarde irlandaise et la Première ministre souhaite que cette modification intervienne au plus vite, a ajouté la porte-parole.

D'après un journaliste de la BBC, Barclay est par ailleurs attendu lundi à Bruxelles pour poursuivre ces discussions avec Michel Barnier, le négociateur en chef des Européens. Aucune confirmation n'a pu être obtenue auprès de ses services.

Theresa May devrait également se rendre la semaine prochaine à Bruxelles.

Le gouvernement britannique comme la Commission tente de sortir de l'impasse dans laquelle la procédure de divorce est bloquée depuis la mi-janvier, quand la Chambre des communes a rejeté sans appel, par 432 voix contre 202, l'accord qu'avaient difficilement négocié les deux parties.

May tente depuis d'obtenir une réouverture de l'accord entériné par ses homologues européens afin de modifier le "backstop" nord-irlandais, le dispositif prévu pour éviter en dernière recours le rétablissement d'une frontière physique à travers l'île d'Irlande mais qui focalise les critiques des plus fervents Brexiteurs à Londres.

Pour les Européens, il n'est pas envisageable de modifier le texte de l'accord de retrait ou le "backstop". Maintenir la frontière ouverte entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord est jugé comme un point crucial pour la préservation des accords de 1998 qui ont ramené la paix dans la province britannique après trente ans de "Troubles" et quelque 3.500 morts.

Source : Reuters

Législatives anticipées le 28 avril en Espagne

15 février 2019

Des élections législatives anticipées seront organisées le 28 avril en Espagne, a annoncé vendredi le président du gouvernement espagnol, le socialiste Pedro Sanchez.

Cette décision intervient au surlendemain du rejet par le Parlement de son projet de budget 2019, à la suite de la défection des élus indépendantistes catalans.

Pedro Sanchez a succédé en juin dernier au conservateur Mariano Rajoy, dont le gouvernement est tombé à la suite d'une motion de censure après un scandale de corruption.

Aucun parti ne semble en mesure d'atteindre la majorité aux prochaines élections.

Le Parti socialiste (PSOE), qui est en perte de vitesse et détient moins d'un quart des sièges dans le Parlement actuel, reste toutefois en tête des intentions de vote, avec 24%, selon un sondage du quotidien El País.

Conservateurs, centristes et le parti Vox d'extrême droite pourraient former une coalition gouvernementale mais, sur le papier, les socialistes peuvent également s'entendre avec Ciudadanos.

L'émergence de nouveaux partis comme Ciudadanos (centre droit), Podemos (gauche radicale) ou Vox a mis fin ces dernières années au schéma traditionnel d'un affrontement entre le Parti populaire (conservateur) et le PSOE, qui rythmait la vie politique espagnole depuis la mort du général Franco en 1975.

Vox a remporté son premier grand succès électoral lors du scrutin régional de décembre dernier en Andalousie, avec 12 élus à l'Assemblée locale. Le parti semble assuré de faire son entrée au Parlement national. La crise catalane devrait par ailleurs occuper une place centrale dans la campagne, alors que se poursuivra le procès de 12 dirigeants indépendantistes.

Source : Reuters

Plusieurs milliers de manifestants à Barcelone contre le procès des séparatistes

12 février 2019

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté mardi à Barcelone pour dénoncer le procès qui s'est ouvert à Madrid de dirigeants séparatistes pour leur rôle dans la tentative de sécession de la Catalogne.

Brandissant des dizaines de drapeaux indépendantistes, la foule a applaudi les orateurs qui se sont succédé à la tribune sur la vaste place de Catalogne au cœur de la métropole catalane. Les séparatistes avaient proclamé le 27 octobre une république indépendante de Catalogne après avoir organisé un referendum d'autodétermination interdit par la justice.

Source : AFP

Manifestation à Madrid contre la main tendue à la Catalogne

10 février 2019

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Madrid à l'appel de la droite et du centre-droit pour protester contre la volonté du chef du gouvernement Pedro Sanchez d'organiser des discussions destinées à apaiser les tensions avec la Catalogne.

Les manifestants - 45.000, selon les organisateurs - défendent "l'unité de l'Espagne" et réclament la tenue d'élections législatives anticipées. Le gouvernement socialiste minoritaire a proposé mardi d'organiser des réunions bilatérales entre l'administration centrale et celle de Catalogne, ainsi que la mise en place d'une instance de coordination.

Cette offre de dialogue a été rejetée par les partis indépendantistes catalans tout en galvanisant l'opposition de droite. Les conservateurs du Parti populaire (PP), les centristes de Ciudadanos et la formation d'extrême droite Vox appelaient tous les trois à manifester ce dimanche contre la "trahison" de Pedro Sanchez.

Pedro Sanchez, arrivé au pouvoir en juin dernier, ne peut s'appuyer que sur un quart des sièges au Parlement, ce qui le place en position délicate avant le vote, mercredi, de son projet de budget 2019.

S'il ne fait pas le plein de voix auprès des séparatistes catalans et de Podemos (extrême gauche), Pedro Sanchez verra son budget retoqué et devra probablement se résigner à convoquer des législatives anticipées avant l'échéance normalement prévue en 2020.

Fait aggravant, le procès de 12 dirigeants indépendantistes accusés de sédition s'ouvrira mardi à Madrid. Le ministère public espagnol pourrait requérir jusqu'à 25 ans de prison pour le rôle que ces leaders ont joué dans la tentative d'accession à l'indépendance menée en 2017.

Source : Reuters

Les Kosovars supplient l'UE d'ouvrir leur "cage"

15 février 2019

Les Kosovars n'en peuvent plus de cet enfermement, de ces heures dans les consulats vécues comme des humiliations pour décrocher un visa pour l'Union européenne qu'ils sont seuls dans les Balkans à devoir se procurer.

Bien plus que les relations exécrables avec la Serbie, l'exemption de ces visas de visite de trois mois dans l'espace Schengen, est la principale question politique dans ce pays enclavé d'1,8 million d'habitants, dont 70% ont moins de 35 ans selon la Banque mondiale.

C'est aussi un sujet de conversation dans les bars de Pristina : comment aller en vacances au ski en Bulgarie, assister au mariage d'un ami en Allemagne, voir un parent malade en Suisse ; quel consulat est le plus accommodant, le moins cher...

Pourtant rôdé aux démarches, Visar Kuci, 35 ans, violoniste de renommée internationale a dû refuser en 2018 un concert en Allemagne. Il raconte ce "sentiment étrange" de se "sentir comme un criminel" en salle d'attente.

Parmi 199 pays classés selon la liberté de mouvement offerte par leur passeport, l'index Henley n'en place qu'une vingtaine derrière le Kosovo, toujours pas reconnu par plusieurs dizaines de capitales 11 ans après sa proclamation d'indépendance. Le pays européen le plus mal loti est l'Albanie.

Le parlement européen s'est dit favorable à l'automne à une exemption, estimant que Pristina avait rempli les 95 conditions requises, dont une impopulaire modification de frontière avec le Monténégro. Mais les États-membres ne semblent pas pressés de donner leur aval.

Source : AFP

Fortes perturbations dans les transports publics belges

13 février 2019

Une grève nationale de 24 heures a provoqué mercredi l'annulation de la quasi-totalité des vols commerciaux dans les aéroports belges ainsi que des perturbations dans l'activité portuaire et les transports en commun dans l'ensemble de la Belgique.

Les syndicats, à l'origine de ce mouvement, demandent une revalorisation des salaires et une amélioration du niveau des retraites dans les négociations avec le patronat. Le Premier ministre Charles Michel a déclaré que les discussions entre les partenaires sociaux devaient reprendre jeudi, soulignant que 219.000 emplois avaient été créés au cours des 4 dernières années.

Source : Reuters

L'Allemagne interdit deux éditeurs liés selon elle au PKK

12 février 2019

L'Allemagne a annoncé mardi avoir interdit deux organisations de médias liées selon elle au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et l'Union européenne.

"Etant donné que le PKK reste actif en dépit de son interdiction en Allemagne, il est nécessaire de contenir ces activités", a déclaré le ministre de l'Intérieur Horst Seehofer. Selon son ministère, les revenus de ces deux organisations sont directement versés au PKK, qui mène depuis 35 ans une insurrection armée contre l'Etat turc dans le sud-est de la Turquie.

Source : Reuters

Hongrie : Orban propose des mesures pour favoriser les naissances

11 février 2019

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a annoncé dimanche une série de mesures visant à encourager le taux de natalité tout en continuant à se prononcer contre l'immigration.

Dans le cadre des nouvelles mesures natalistes, l'achat d'un logement pour les familles ayant au moins deux enfants sera facilité via des prêts.

Des subventions pour l'achat d'un véhicule sont également prévues ainsi que la suppression de l'impôt sur le revenu pour les femmes qui élèvent au moins quatre enfants.

Les femmes de moins de 40 ans qui se marient pour la première fois pourront prétendre à un prêt subventionné de 10 millions de forints (30.000 euros).

Un tiers de la dette sera annulé à la naissance du deuxième enfant et le prêt entier sera annulé après le troisième enfant.

Pendant que Viktor Orban prononçait son discours, plusieurs centaines de manifestants s'étaient rassemblés devant la présidence.

Les Hongrois ont beaucoup manifesté ces derniers mois contre la législation autorisant les entreprises à exiger de leurs salariés jusqu'à 400 heures supplémentaires de travail par an. Malgré cela, le parti de Viktor Orban reste en tête des intentions de vote pour les élections européennes du mois de mai et pour les élections locales prévues également cette année.

Source : Reuters

Elections européennes : Orban se pose en défenseur des "chrétiens"

10 février 2019

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a placé dimanche sa campagne pour les européennes de mai sous le signe de la défense des "nations chrétiennes" contre l'immigration, qu'il a associée à la violence.

Viktor Orban, dirigeant souverainiste admiré par les droites nationalistes européennes, a également annoncé des mesures de politique familiale de plusieurs millions d'euros afin de soutenir la natalité et de répondre aux problèmes démographiques de la Hongrie. Le Premier ministre met en œuvre en Hongrie une politique résolument hostile à l'immigration.

Pour le dirigeant hongrois, membre du PPE, regroupement de partis conservateurs actuellement majoritaire au Parlement européen, "l'immigration conduit à une augmentation de la criminalité, en particulier contre les femmes, et laisse entrer le virus du terrorisme".

Il s'est inquiété "de la baisse continue de la part de chrétiens" en Europe et du "remodelage des pays autrefois chrétiens".

Cette évolution, selon lui, "ne peut pas être renversée, quiconque monte dans ce train express arrivera au terminus, il n'y a pas de billet retour".

Dans ce discours fleuve, Viktor Orban a accusé la tête de liste des socialistes européens aux élections de mai, le Néerlandais Frans Timmermans, d'être le candidat du milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, sa bête noire.

M. Timmermans "dirige la liste des partis pro-immigration (...) c'est tout l'enjeu des élections européennes", selon M. Orban, régulièrement accusé de porter atteinte à l'Etat de droit et à l'équilibre des pouvoirs en Hongrie, qu'il dirige depuis 2010.

L'immigration est "une capitulation" face aux problèmes démographiques, a-t-il ajouté.

La Hongrie a l'un des indices de fécondité les plus bas de l'OCDE (1,49 enfant par femme) et la population, tombée sous la barre symbolique des dix millions d'habitants, a perdu en dix ans un demi-million d'actifs partis travailler dans l'ouest de l'Europe. Le gouvernement de Viktor Orban a déjà pris plusieurs mesures de soutien aux familles visant à encourager la natalité.

Le nouveau plan annoncé dimanche prévoit un dispositif de prêt spécifique pour les femmes de moins de 40 ans, une exonération d'impôts sur le revenu pour les mères de quatre enfants, la promesse de créer des places de crèche pour chaque enfant d'ici 2022 et des aides sociales pour les grands-parents qui gardent leurs petits-enfants.

Source : AFP

Ukraine : la violence se poursuit et les civils continuent à payer un lourd tribut (ONU)

12 février 2019

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation dans l'est de l'Ukraine, deux hauts responsables onusiens ont noté mardi que la violence se poursuivait et que ce conflit continuait de faire des victimes parmi les civils.

Quatre ans après la signature des Accords de Minsk le 12 février 2015, la mise en œuvre des dispositions contenues dans ces accords reste « largement insuffisante », y compris dans ses aspects sécuritaires et politiques, a déclaré le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques, Miroslav Jenca, devant les membres du Conseil.

« Comme des incidents l'ont amplement démontré au cours des cinq dernières années, le conflit dans l'est de l'Ukraine n'est ni stagnant, ni gelé. C'est un conflit en plein cœur de l'Europe qui continue de faire des victimes ».

Si la violence a reculé depuis 2014, y compris s'agissant du nombre de pertes civiles, elles se poursuivent néanmoins, de même que les destructions, à un rythme hebdomadaire, tandis qu'environ 1,5 million de personnes sont toujours déplacées, a-t-il observé.

« La priorité immédiate pour les parties est de retirer leurs armes lourdes et leurs forces des zones peuplées et de protéger les infrastructures civiles vitales », a recommandé M. Jenca. Plus d'un demi-million de personnes vivent dans un rayon de cinq kilomètres de part et d'autre de la ligne de contact et sont les plus exposées.

La Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires, Ursula Mueller, a précisé que cette année 3,5 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et de services de protection, alors que les infrastructures civiles sont toujours détruites ou endommagées. Malgré des difficultés, les travailleurs humanitaires ont aidé 1,3 million de personnes l'année dernière.

Source : ONU

Ukraine : un élu poursuivi pour l'attaque à l'acide d'une militante

11 février 2019

La justice ukrainienne a lancé lundi des poursuites contre un haut responsable régional soupçonné d'avoir commandité l'attaque à l'acide ayant entraîné la mort de la militante anticorruption Kateryna Gandziouk, à l'origine d'une vague d'indignation internationale.

Cette avancée dans une affaire devenue un symbole de la lenteur de la lutte anticorruption en Ukraine intervient à un mois et demi du premier tour d'une élection présidentielle qui s'annonce difficile pour le président sortant Petro Porochenko. Il est notamment reproché à ce dernier de ne pas en avoir fait assez dans ce domaine.

Vladyslav Manguer, 48 ans, président de l'assemblée régionale de Kherson (sud), "a commandité ce crime" et l'a payé, a déclaré à la télévision le procureur général Iouri Loutsenko, considéré comme un proche du chef de l'Etat.

En juillet 2018, un agresseur avait jeté un litre d'acide sulfurique sur Kateryna Gandziouk. Cette conseillère du maire de Kherson âgée de 33 ans, qui dénonçait la corruption au sein de la police régionale, avait succombé à ses blessures en novembre suivant.

Selon un extrait du texte officiel de l'accusation publié par le procureur général, M. Manguer éprouvait "une animosité personnelle" à l'égard de la victime qui dénonçait notamment "la coupe illégale des bois" effectuée "sous couvert d'incendies criminels" dans cette région.

Six suspects considérés comme les possibles exécutants ont déjà été placés en détention mais aucun commanditaire n'avait été jusqu'à présent arrêté ni inculpé.

La mort de Kateryna Gandziouk, qui s'est ajoutée à une longue liste de militants ukrainiens agressés ces dernières années, a scandalisé les Ukrainiens et les alliés occidentaux à Kiev.

Vladyslav Manguer était membre du parti Batkivchtchina de l'ex-Première ministre Ioulia Timochenko, une rivale clé du président actuel Petro Porochenko à la présidentielle du 31 mars. M. Manguer a été exclu du parti vendredi dernier alors qu'émergeaient des informations sur une possible mise en cause.

Cette affaire avait provoqué de nombreuses manifestations à travers le pays et avait constitué l'un des sujets abordés lors d'une visite à Kiev du commissaire européen à l'élargissement, Johannes Hahn, en novembre, quelques jours après le décès de la militante.

Après la révolution du Maïdan qui a débouché en 2014 sur la fuite en Russie du président pro-Kremlin Viktor Ianoukovitch, les pro-occidentaux arrivés au pouvoir promettaient d'enrayer la corruption endémique.

Sous la pression des Occidentaux et de militants ukrainiens, ces nouvelles autorités ont mis en place de nouvelles structures anticorruption, mais aucun haut responsable n'a été condamné pour corruption ces dernières années.

Le Centre d'information sur les droits de l'homme, basé à Kiev, a recensé une centaine d'attaques depuis quatre ans dont la moitié en 2018. Sur les dix meurtres de militants recensés, cinq ont eu lieu l'an dernier, selon la même source.

L'Ukraine s'est hissée à la 120^e place sur 180 dans le classement de perception de la corruption de l'ONG Transparency International publié en janvier, contre 142^e en 2014, mais elle demeure loin derrière ses voisins de l'UE.

Source : AFP

Poutine et Loukachenko skient ensemble, malgré des relations tendues

13 février 2019

La diplomatie du ski pour apaiser les tensions : Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko se sont affichés ensemble mercredi sur les pistes de Sotchi (sud de la Russie), une sortie moins anodine qu'il n'y paraît après plusieurs semaines d'échanges de critiques entre la Russie et le Bélarus.

Les présidents des deux pays alliés se sont installés ensemble sur un télésiège avant de descendre quelques pistes du "Gazprom Mountain Resort", une station de ski appartenant au géant russe du gaz et située à quelques kilomètres des sites des JO-2014 de Sotchi.

Cette sortie, organisée alors que les deux chefs d'Etat mènent des discussions bilatérales à Sotchi, intervient après des semaines de tension entre les deux pays et des déclarations virulentes d'Alexandre Loukachenko contre son voisin russe.

La Russie a modifié sa fiscalité d'une manière défavorable pour le Bélarus, qui lui reproche des pressions financières visant à maintenir sa domination politique sur son voisin. Moscou, de son côté, estime ne pas avoir à subventionner le Bélarus sans contrepartie dans les relations de ces deux étroits partenaires.

Le changement de taxes revient à augmenter le prix des exportations de pétrole russe vers le Bélarus, qui en raffine une grande partie pour le renvoyer vers la Russie ou l'Europe, avec une plus-value.

Alexandre Loukachenko a assuré que les relations entre les deux alliés sont "inébranlables" mais rappelé les liens étroits entre leurs économies, assurant que Moscou aurait beaucoup à perdre d'un affaiblissement économique du Bélarus.

C'est déjà la troisième rencontre entre les deux présidents depuis le 25 décembre pour résoudre ce différend.

Les disputes entre la Russie et le Bélarus au sujet des tarifs de gaz et de pétrole sont fréquentes.

Si l'économie du Bélarus est extrêmement dépendante de la Russie, Alexandre Loukachenko, l'homme fort du pays depuis 25 ans, tente de prendre ses distances avec Moscou depuis l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par la Russie en 2014.

Source : AFP

Bélarus : la rédactrice en chef d'un média indépendant devant la justice

12 février 2019

La rédactrice en chef du principal site d'informations indépendant du Bélarus a commencé mardi à comparaître devant la justice dans une affaire dénoncée par des militants des droits de l'homme comme un "acte d'intimidation" du régime du président Loukachenko.

Marina Zolotova, rédactrice en chef du site d'informations tut.by, avait été arrêtée en août en même temps qu'une dizaine d'autres journalistes dans le cadre d'une enquête sur l'utilisation sans abonnement des services de l'agence de presse BelTA.

Elle est accusée "d'inaction" et de négligence, pour ne pas avoir contrôlé le travail de ses subordonnés qui avaient utilisé les services de BelTA. Elle encourt jusqu'à cinq ans de prison et une interdiction d'occuper un poste à responsabilité.

Johann Bühr, responsable de l'Europe de l'Est pour l'ONG Reporters sans frontières, a expliqué à l'AFP voir dans ce procès "un acte d'intimidation contre les derniers médias indépendants du Bélarus", et dénoncé un "durcissement des autorités". Reporters sans frontières et le Conseil de l'Europe avaient déjà exprimé leur inquiétude en août, quand les journalistes avaient été arrêtés.

Dirigé d'une main de fer par le président Alexandre Loukachenko depuis 1994, le Bélarus maintient un contrôle constant sur les médias, durci notamment après des manifestations en mars 2017 qui ont conduit à des centaines d'arrestations. Le pays figure à la 155^e place au classement mondial de la liberté de la presse 2018 établi par RSF.

L'ONG a dénoncé en novembre 2018 "le matraquage financier" et le "harcèlement tous azimuts" des journalistes bélarusses : plus de 100 amendes ont été infligées au cours de l'année à des journalistes travaillant sans accréditation, alors que les amendes étaient rares avant 2017.

En juillet, un journaliste d'opposition a été condamné à quatre ans de prison pour avoir agressé un policier, ce qu'il dément. En février, plusieurs collaborateurs d'un site d'information russe

considéré comme favorable au Kremlin, Regnum.ru, avaient été condamnés à cinq ans de privation de liberté pour "incitation à la haine".

Source : AFP

Un troisième suspect russe identifié dans l'affaire Skripal

14 février 2019

Le site d'investigation britannique Bellingcat annonce jeudi avoir identifié un troisième homme soupçonné d'implication dans l'empoisonnement de l'ancien agent double Sergueï Skripal et affirme qu'il appartient aux services de renseignement militaires russes (GRU).

"Bellingcat peut maintenant révéler la véritable identité et les antécédents de cet officier du GRU, qui opérait au niveau international sous la couverture de Sergueï Viatcheslavovitch Fedotov", écrit le site. "Il s'agit en fait de Denis Viatcheslavovitch Sergueïev, un officier supérieur du GRU diplômé de l'Académie diplomatique militaire de Russie."

Bellingcat avait révélé l'identité des deux Russes que la Grande-Bretagne accuse d'avoir empoisonné au Novitchok Sergueï Skripal et sa fille Ioulia le 4 mars 2018 Salisbury, dans le sud de l'Angleterre.

Ancien officier du renseignement militaire russe, Skripal avait donné les noms de dizaines d'espions au MI6, les services du renseignement extérieur de Sa Majesté. Sa fille et lui ont été retrouvés inconscients sur un banc public de Salisbury. Ils se sont remis de leur empoisonnement, qui a fait deux autres victimes.

Source : Reuters